

N° 2726
61^e année
du 7
au 20 juin 2007
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE

2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 11

POLITIQUE FRANÇAISE

– *Qui est vraiment Rachida Dati ?*

par Aristide LEUCATE

– *Guadeloupe : la droite la plus bête d'Outre-mer*

par Renaud DOURGES

Pages 11 et 12

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– *France-Iran : il faut tourner la page de Neauphle-le-Château*

par Houchang NAHAVANDI

– *La nouvelle crise libanaise*

par Pascal NARI

– *Comment sortir le Liban du chaos ?*

par Philippe ALEYRAC

Page 13

SOVERAINISME

– *Quelle politique étrangère pour la France ?*

par Pierre PUJO

ARTS & LETTRES

– *Max Gallo élu à l'Académie française*

par Pierre LAFARGE

– *Hergé aurait cent ans*

par Philippe ALEYRAC

Pages 14

HISTOIRE ET RELIGION

– *Fantasmagorique histoire romaine*

par Anne BERNET

SARKOZY aux prises avec l'Europe

N° spécial
60 ans

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

À État minimum, service minimum !

À l'heure où les éditions de Fallois publient la première biographie française de Margaret Thatcher, le nouveau président de la République engage la bataille du service minimum dans la fonction publique. Cette vieille promesse de la droite française revient lors de chaque cirque électoral mais n'a jamais fait l'objet de la moindre application, laissant nos fonctionnaires dans une forme d'exception française très préjudiciable à l'efficacité de notre activité économique. Ce concept, qui obligerait les administrations appartenant à l'État à travailler de façon continue, est le symbole des

nombreuses contradictions d'un régime qui ne peut pas dépasser les impasses dans lesquelles ses principes l'ont entraîné.

Première contradiction : l'Union européenne a refusé de reconnaître dans son projet de constitution l'existence de "services publics". Le traité de remplacement, que prépare Nicolas Sarkozy, prolonge cette orientation idéologique en conformité avec la pensée supranationale qui considère que les États, repré-

sentants des nations, doivent s'effacer devant les instances bruxelloises. Nous avons donc, d'un côté, un président qui cherche à définir un concept de service public pour donner un cadre à sa prochaine loi sur le service minimum et, de l'autre, ce même président qui relance une constitution (rejetée par le peuple français) niant l'existence d'un tel concept.

Deuxième contradiction : pour conquérir l'Élysée, Nicolas Sarkozy

s'est notamment réclamé de la doctrine libérale qui préconise le moins d'État, comme l'illustre son idée de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Mais si nous prolongeons indéfiniment ce principe, à qui s'appliquera à très long terme cette nouvelle règle du service minimum ? Dans la pratique, la loi sur le service minimum cherche à assurer la continuité de l'État en période de grève et à le renforcer indirectement ! Que choisir entre la logique de disparition et la logique de continuité de l'État ?

Sacro-sainte concurrence...

Troisième contradiction : depuis que Bruxelles a pris les commandes de notre économie, lors de la signature de l'Acte unique en 1986, les États adhérents sont fortement incités à privatiser. Les instances européennes, au nom de la sacro-sainte concurrence, obligent ainsi les pays récalcitrants à s'engager dans cette voie, en particulier dans le secteur des transports et des plis postaux. Les Pays-Bas et l'Allemagne ont déjà engagé ce processus. La France a suivi avec la privatisation de France-Télécom. EDF et GDF ne sont plus aujourd'hui des entreprises nationales, mais des sociétés anonymes, au ►►

Henri LETIGRE

Suite page 2

NOTRE JOURNAL A 60 ANS

NOTRE DOSSIER

PAR

Pierre CARVIN

Pierre CHAUMEIL

Grégoire DUBOST

Michel FROMENTOUX

Pierre LAFARGE

Éric LETTY

Aristide LEUCATE

Paul MOUGENOT

Antoine MURAT

Florentin NORMAND

Thibaud PIERRE

Pierre PUJO



M 01093 - 2726 - F: 3,00 €



À État minimum, service minimum !

Suite de la page 1

► même titre que la SNCF, même si la majorité de leur capital appartient encore à l'État. À qui le gouvernement destinera-t-il donc à long terme sa loi : à l'armée ? à la gendarmerie ? ou à des entreprises privées qui en général n'ont plus de problème de grève ?

Quatrième contradiction : le libéralisme considère que c'est aux acteurs de la vie économique d'élaborer les contrats qui régissent leurs relations. C'est le triomphe de l'individualisme et de la société contractuelle. Alors pourquoi commencer un quinquennat en utilisant l'État et en menaçant les partenaires sociaux de légiférer si les conventions collectives qui forment la loi des représentants du monde professionnel ne répondent pas à l'impératif de service minimum ?

La République face aux privilèges

Cinquième contradiction : le régime actuel (cinquième du nom) est construit sur "l'égalité". La mise en place de cette loi sur le service minimum est devenue nécessaire lorsque les observateurs les plus objectifs ont mis en évidence que les monopoles institués par la République donnaient à la fonction publique des privilèges très inégalitaires : droit de grève sans aucun risque économique pour l'entreprise concernée, si ce n'est celui de devoir payer les grévistes, dépendance des usagers victimes d'une absence d'alternative, garantie d'emploi à vie pour les fonctionnaires sans obligation de résultats ou de continuité pour le service auquel ils appartiennent, etc. La République pourra-t-elle vraiment mettre fin aux privilèges qu'elle a institués au profit de ses serviteurs sans mettre en danger l'unité nationale ?

Enfin, suprême contradiction de notre système dit démocratique, les oppositions syndicales et de gauche à la majorité porteuse du projet de service minimum s'accrochent à des avantages "corporatistes" au lieu de défendre les intérêts des usagers de la SNCF, de la Poste ou de l'Éducation nationale. Qui a le plus besoin d'un État efficace ? Des prolétaires qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture, d'utiliser les services d'une messagerie ou d'inscrire leurs enfants dans une école privée ? Ou des bourgeois bohèmes (pléonasme ?) qui se déplacent en 4x4, ont un contrat de livraison avec UPS et leurs enfants dans un établissement privé ?

Dans un royaume en déclin, Margaret Thatcher avait su dépasser les contradictions qui minaient son pays. Au-dessus des contingences politiciennes, une institution transcendait les oppositions. En France, un président (de parti politique ou de la République ?) qui participe directement aux élections législatives peut-il espérer dépasser les clivages de classe, les corporatismes et autres divisions idéologiques qui minent la nation ?

Henri LETIGRE

Ce petit bout de femme frêle et timide, non moins élégante, que les médias aux ordres nous présentent comme l'archétype de la réussite brillante d'une Française d'origine immigrée, est-elle seulement celle que l'on décrit ?

Sa présence au sein du gouvernement est indéniablement un signe fort en direction des cercles d'influence auxquels, elle et le président de la République appartiennent.

En définitive, peu nous importent ses origines ethniques, lesquelles, louées à cor et à cri et brandies comme l'oriflamme de la "France-métissée-et-multiculturelle", ne nous émeuvent guère. Qu'elle aime sincèrement la France et la serve avec abnégation et désintéressement à la fonction de ministre de la Justice et de Garde des Sceaux qu'elle occupe désormais dans le premier gouvernement du président Nicolas Sarkozy, c'est ce que l'intérêt général commande, c'est ce que la nation lui demande.

Un parcours banal mais aidé

Parcours, somme toute assez classique, que celui de M^{me} Dati, titulaire d'une maîtrise de droit public et devenue magistrate après un passage obligé à l'École nationale de la magistrature à Bordeaux. Le reste de son itinéraire est quelque peu gonflé, il convient de le reconnaître sans tabou, par des médias complaisants devant ces "z'issus de l'immigration" exem-

Qui est vraiment Rachida Dati ?

plaires qui ont forcément plus souffert que les Français dits "de souche".

De stage en stage, cette femme qui possède assurément de l'entregent, sait user intelligemment de son charme en l'équilibrant d'une bonne dose de culot à eu comme Pygmalion un certain Jean-Luc Lagardère et comme puissants mentors, Simone Veil, Jacques Attali et, *the last but not the least*, Nicolas Sarkozy, soi-même. Celle que *Le Nouvel Economiste* nous vend sans rire comme « l'icône de l'intégration réussie, devenue la magistrale du dialogue social » est donc une sarkozyste de la première heure, dévouée corps et âme au futur candidat à l'élection présidentielle.

Est-elle une femme de conviction ? À vrai dire, on s'interrogerait longtemps si l'on n'avait déjà la réponse. M^{me} Dati est, en effet, membre du très influent club *Le Siècle*. Ceci expliquant cela, comme on va le voir. D'ailleurs, elle ne s'en cache guère et le *Who's Who* s'en fait même l'écho.

Coteries apatrides

Pour ceux de nos lecteurs qui ignoreraient ce qu'est fondamentalement ce « think tank » assez méconnu du grand public, nous le définissons comme un cercle de réflexion regroupant un réseau coopté de membres très puissants de la finance, de l'industrie, de la presse, de la politique, qui se réunissent régulièrement et arrêtent, de manière informelle, les grandes stratégies politiques, diplomatiques et économiques qui seront appli-

quées et relayées par les grandes entreprises et les institutions publiques ou privées, en France et dans le monde. Ce groupe de pression patente accueille en son sein des personnalités provenant de divers horizons, comme Bernard Kouchner (actuel ministre des Affaires étrangères), Ernest-Antoine Seillière (président des patrons européens), Louis Schweitzer (président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations, dite HALDE) ou encore Jean-Claude Trichet (président de la Banque Centrale Européenne) ou Jean-Marie Colombani (ci-devant directeur du journal *Le Monde*) ou... Nicolas Sarkozy. Mais le plus grave n'est pas là.

Gravité autour de cette maçonnerie d'un type particulier, d'autres groupes tout aussi influents, sinon davantage, dont le but affiché (en tout cas pour leurs membres) n'est rien moins que de gouverner le monde en dehors et, si besoin, contre les peuples ! Plus précisément, l'apparement inoffensif club *Le Siècle* est un des nombreux satellites du Groupe de Bilderberg dont les décisions pèsent de façon significative et durable sur les gouvernements des États et les sommets et institutions internationaux (le G8, l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du commerce [OMC], pour ne citer que quelques exemples). On ne s'étonnera guère d'y voir se côtoyer, entre autres, Fritz Bolkestein (commissaire européen, tristement célèbre pour sa directive éponyme), Jose-Manuel Barroso (président de la Commission européenne), Pascal Lamy (président de l'OMC) ou Paul Wolfowitz (président démissionnaire de la Banque mondiale).

À noter, pour "l'anecdote" que Dominique de Villepin et Jean-François Copé en font également partie ainsi que certains grands dirigeants d'entreprises françaises.

Soumise et obéissante

Opportuniste, M^{me} Dati ? Certainement, d'autant que les membres de ces confréries secrètes sont voués à de belles et grandes carrières. Comme membre de l'Institut Montaigne (groupe de réflexion spécialisé dans les questions touchant à la réforme de l'État et aux stratégies économiques), dont le président n'est autre que Claude Bébéar (président d'AXA, lui-même appartenant au... club *Le Siècle* !), la place que Rachida Dati occupe dorénavant au sein de l'État n'est pas due au hasard mais à une double nécessité.

D'une part, sa présence au sein du gouvernement est indéniablement un signe fort en direction des cercles d'influence auxquels, elle et le président de la République appartiennent. À cet égard, l'on comprend mieux l'activisme européen du président Sarkozy ainsi que son vrai-faux gouvernement d'union nationale, qui ne servent, au fond, qu'un dessein : asservir la France aux intérêts de la gouvernance mondiale et pulvériser définitivement les rares vestiges de souveraineté qui nous restent.

D'autre part, outre le fait que M^{me} Dati exécutera, *perinde ac cadaver*, les directives de l'Élysée, on peut prédire, sans trop d'erreur, que certaines affaires judiciaires visant par trop des industriels et des politiques seront, sinon directement étouffées, à tout le moins étroitement surveillées. Il est évident que l'indépendance statutaire de certains juges en charge de dossiers sensibles en souffrira.

aleucate@yahoo.fr

U.M.P. PAS DE RIVAL

● **NICOLAS SARKOZY** a démissionné le 14 mai de la présidence de l'U.M.P., mais n'a pas été remplacé. Le parti aura désormais à sa tête une direction collégiale. **MATIN PLUS** du 15 mai 2007 en donne la raison : « **Le nouveau chef de l'État verrait d'un mauvais œil qu'un autre président soit élu par les militants pour sa succession** ».

Une préoccupation légitime. En prenant la tête de l'U.M.P., Sarkozy a trouvé un tremplin pour sa candidature à la présidence de la République. Il a détourné le parti chiraquien à son profit et empêché ainsi Jacques Chirac de se présenter à nouveau ou de présenter un candidat selon son cœur. Sarkozy ne veut pas qu'un émule s'empare du parti majoritaire pour s'opposer à lui et le pousser un jour vers la sortie.

J.C.



L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
 Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

L'ACTION FRANÇAISE

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
 Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
 I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : Pierre Pujot
- Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujot
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

SARKOZY AUX PRISES AVEC L'EUROPE

Pour constituer son premier gouvernement, Nicolas Sarkozy a pratiqué ce qu'il est convenu d'appeler "l'ouverture" tant en direction des femmes que de la gauche, du centre et autres écologistes, mais il a méprisé les souverainistes (hommes ou femmes). Sans doute, ceux-là portaient-ils leur drapeau tricolore d'une façon trop voyante. Il nous semblait pourtant que, durant sa campagne, le nouveau président avait exalté la patrie, en soulignant sa valeur irremplaçable. Les combines politiciennes l'ont emporté sur les considérations nationales. Il cherchait, à l'évidence, à récupérer, le temps de deux scrutins, les suffrages qui s'étaient prononcés pour le "non" à la Constitution européenne lors du référendum de 2005 !

Les souverainistes méprisés

Cela ne doit pas étonner. Voici des mois que M. Sarkozy a déclaré qu'il souhaitait remplacer par un "traité simplifié" le traité constitutionnel défunt, un traité qui reprendrait la première partie du texte ancien, c'est-à-dire la plus grave du point de vue institutionnel : la supériorité des directives européennes sur les lois nationales, l'application de la majorité qualifiée dans les conseils européens, un président nommé pour cinq ans, un ministre des Affaires étrangères. Les Allemands hésitent à accepter cette proposition car ils ne sont pas sûrs que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe ratifierait ce projet cette fois-ci. L'opinion allemande est devenue elle-même très critique à l'égard de la Constitution européenne. Il faudra de toutes façons un accord général des vingt-sept membres de l'Union pour avaliser de nouvelles règles de fonctionnement des institutions. Elles avaient été laborieusement mises au point au Sommet de Nice en décembre 2000.

D'autres pays sont hostiles à toute constitution européenne : la Grande-Bretagne, la République Tchèque, la Pologne. Le prési-



PAR
PIERRE PUJO

dent polonais Lech Kaczynski déclarait dans le *Monde* du 10 mai 2007 : « **Le temps n'est pas encore venu de créer un État européen. L'Union européenne devrait rester une Union d'États. Une union très étroite, mais une union d'États indépendants.** » Voilà la limite que M. Sarkozy devrait s'interdire de franchir dans ses négociations européennes ! Un État, surtout la France, doit pouvoir invoquer ses intérêts essentiels pour imposer son veto à certaines décisions du Conseil européen. On ne saurait trop surveiller le déroulement du sommet du 20-21 juin dont on nous annonce qu'il déblocuera les institutions de l'Union européenne paralysées depuis le sommet de Nice... par suite du double "non" français et hollandais en 2005. Quelles concessions ne sera-t-il pas tenté de faire à des partenaires exigeants sur la défense de leurs intérêts nationaux pour parvenir à un accord ? L'intérêt supposé de "l'Europe" ne coïncide pas nécessairement avec l'intérêt français.

Calculs politiques

Dans son désir d'"ouverture" à gauche, M. Sarkozy pouvait choisir Hubert Védrine pour s'occuper des relations extérieures de la France. Celui-ci a laissé dans le gouver-

nement Jospin un souvenir honorable et il a publié cet hiver un petit ouvrage très dense intitulé *Continuons l'Histoire* (Éd Fayard) dont nous avons rendu compte dans ce journal. Il y rappelle que la France n'a pas à rechercher des rapports de domination dans le monde mais tendre à entretenir des rapports d'équilibre entre les peuples et entre les civilisations. Avant tout reconnaître que le monde est multipolaire et qu'il faut reconnaître la particularité et la liberté de chaque peuple.

M. Sarkozy a préféré le docteur Kouchner réputé pour son engagement toujours spectaculaire au service des causes humanitaires. Il peut éventuellement servir la réputation de la France sur ce plan-là... Il faut se souvenir aussi qu'il est un idéologue européen et qu'il s'est engagé avec passion en 2005 pour le "oui" au référendum sur la Constitution. Lui et Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'État aux Affaires européennes, il faudra les surveiller. Mais Nicolas Sarkozy n'a-t-il nommé ces deux-là que pour pouvoir les diriger puisque dans d'autres domaines, il se propose d'être ministre à la place du ministre. Les services de l'Élysée vont s'accroître sensiblement sous l'effet de la boulimie du Président. Un Élysée où désormais flotteront côte à côte le drapeau français et le fanion européen, lorsque le Président s'adressera aux Français. Symbole de soumission de la France à une entité politique supranationale ? Ou ambition du nouveau président de dominer l'Europe ?

Il est à remarquer que M. Sarkozy, qui avait été discret sur ses projets européens durant la campagne, ne s'est mis à en parler que le soir de son élection, le 6 mai, pour dire qu'il était « **profondément européen** » et que les peuples demandaient à « **être protégés** » face aux dangers du mondialisme. Des propos qui ne sont pas dépourvus d'ambiguïtés et dont on attend, non sans inquiétude, la suite que le nouveau président leur donnera.

Amnistie

La république n'avait gardé de la monarchie que l'un des pires aspects : les "lettres de cachet" par lesquelles le président de la République pouvait amnistier, faisant fi des règles de l'État de droit. Nicolas Sarkozy a eu le courage d'abandonner cette vieille pratique. Il n'amnistiera pas les PV, et les contrevenants devront garder leurs écrouelles. Si l'on peut contester l'obsession de sécurité routière qui transforme l'automobiliste en vache à lait, il faut en revanche se féliciter que le Président renonce à bafouer l'égalité devant la loi.

Trou noir

Face à Nicolas Sarkozy dont la cote de popularité n'a cessé de grimper depuis son élection, le PS ne ressemble plus qu'à un immense trou noir. Seules idées émises pour tenter de mobiliser l'électorat, François Hollande martèle qu'il faut des "contre-pouvoirs" et Dominique Strauss-Kahn estime que la refondation du PS nécessite qu'il subisse une « **défaite pas trop cuisante** ». On avouera que pour captiver les foules, il faudrait trouver mieux.

Commis

Où sont les De Gaulle, les Debré (le père pas les fils !) ou même les Villepin qui, quelques critiques légitimes qu'on puisse avoir à leur adresser, avaient au moins la notion du sacrifice et du service de l'État. Nicolas Sarkozy n'a pas ce genre de scrupules. Après le dîner au Fouquet's le soir de la présidentielle, l'escapade sur un yacht (cher mais de mauvais goût) au large de Malte, et son week-end au fort de Brégançon, il fait connaître son intention de faire construire une piscine à Brégançon. Le candidat qui a promis de "faire ce qu'il a dit" avait-il inscrit ce projet dans son programme ?

Capitalisme

Il y a trente ans, les patrons américains gagnaient 42 fois le salaire de leurs salariés de base. Ce qui semble confortable. Aujourd'hui, ils gagnent 431 fois plus que le dernier de leurs ouvriers. Et si aucun frein n'est mis au capitalisme, ils gagneront demain 4 000 fois plus. Quand comprendra-t-on enfin que le capitalisme sans frein, s'il est moins directement menaçant que le communisme, est tout aussi dangereux ?

Bac

À partir du 11 juin, quelques 600 000 candidats plancheront sur les épreuves du baccalauréat, 80 % d'entre eux obtiendront le diplôme convoité et beaucoup iront s'inscrire en fac. Un sur cinq sortira de la fac, quelques années plus tard, sans aucun diplôme en poche. Pire encore, on laisse entrer à l'université des élèves issus des bacs technologiques. Non pas les meilleurs. Mais ceux qui ont été refusés dans les BTS et les IUT. 5 ans plus tard, 40 % seulement des étudiants issus de bac technologique seront parvenus à décrocher un diplôme Bac + 2. Mais tout le monde s'en fout...

Guillaume CHATIZEL

POUR LES 60 BOUGIES DU JOURNAL DE L'ACTION FRANÇAISE

LISTE N° 7

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; M^{me} Yvonne Peyrerol, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; G^{al} le Groignec, 15,24 ; Pierre Bonnefont, 22,87 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32 ; M^{me} Tatiana de Prittowitz, 45,73 ; Louis Petit, 30,49 ; M. Deltenre, 50 .

Pour les 60 bougies : Alain Houisse, 60 ; Philippe Adam, 60 ; M^{me} Geneviève Castelluccio, 60 ; Georges Delva, 60 ; Alain Giraud, 60 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 60 ; Vincent Claret-Tournier, 60 ; Rolland Ottello, 60 ; Pierre Renard, 60 ; Patrick Amiard, 60 ; M^{me} Marcelle Arnaud, 120 ; Jacques Lamonerie, 100 ; Robert Thomas, 60 ; Charles Massal, 60 ; Jacques Dalibert, 60 ; Jean Foyard, 60 ; Éric La Mache, 60 ; G^{al} Jacques le Groignec, 60 ; "un ancien étudiant et ancien de la 27e des Camelots" Jacques Villebrun, 60 ; Jean-Luc Augustin, 60 ; C^{te} Alexandre

Pour le soixantième anniversaire de la création d'*Aspects de la France*, redoublez votre effort pour l'Action française, en rejoignant le cercle de nos amis versant chacun 60 euros

Un euro par année au service de la France !

Hâtez-vous si vous voulez recevoir le document-souvenir de l'Action française. Nous vous en remercions d'avance chaleureusement.

La rédaction de *L'Action Française 2000*

* Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'AF 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

d'Elbé, 100, Fernand Beck, 60 ; Laurent Bazin de Bessey, 60 ; L^t C^{ol} Jean-Pierre Lambert, 60 ; Gérard de Ligny, 60 ; M^{me} Micheline Moureaux, 60 ; P.A., 60 ; Jean-Pierre Duchiron, 60 ; "une amie de Bourgogne," 60 ; Xavier Soleil, 60 ; Guy Menuisier, 60 ; François-Marie Algoud, 60 ; François Baranger,

SOIXANTE ANS D'AVENTURE ROYALISTE !

Pour fêter cet anniversaire, nous invitons nos lecteurs et sympathisants à un buffet dînatoire le jeudi 7 juin 2007.

VOIR PAGE 10

Joubert, 60 ; Guy de Masquard de Laval, 60 ; Robert Pelloye, 60 ; M^{me} Huguette Pérol, 60.

Total de cette liste : 3 415,16 €
Listes précédentes : 4 634,68 €
Total : 8 049,84 €
Total en francs : 52 803,49 F



Le journal, pilier central de l'A.F.

“MAINTENIR C'EST CRÉER”

■ *Faut-il croire l'affirmation d'une chansonnette de Tino Rossi des années soixante-dix : la vie commence à soixante ans ? Toujours est-il qu'à cet âge le journal de l'Action française n'a rien perdu de son ardeur de vivre.*

par **Michel FROMENTOUX**

Les pages qui suivent vous rappelleront quelques-unes des étapes les plus marquantes de cette aventure inouïe qui commença le 10 juin 1947. Vous comprendrez aisément que si, après être passés par tant d'épreuves, avoir toujours manqué d'argent, avoir toujours été snobés par les médias, avoir pleuré tant de journalistes irremplaçables, nous tenons encore le coup, c'est non pas que nous sommes incroyables, mais que la pensée que nous transmettons d'âge en âge ne vieillit point.

En font preuve les nombreux jeunes gens dont certains s'expriment dans ce numéro et qui trouvent, en réponse à leur soif de savoir et de se donner, un aliment revigorant dans ce journal assurant dignement la succession du quotidien L'Action Française (né il va y avoir cent ans l'an prochain).

Nous n'avons jamais cessé d'envoyer leurs quatre vérités à la face des politiciens de tout poil et de montrer que la république, régime de l'éphémère, de la foire d'empoigne et de l'abêtissement égalitaire, conduit la France si magnifiquement façonnée par nos rois aux pires abîmes.

Si nous n'avons pas encore rétabli la monarchie, au moins avons-nous maintenu la flamme qui continue de tout rendre possible.

Comme disait Maurras, « maintenir c'est créer ».

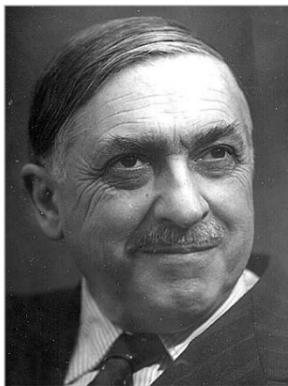
Une France où n'existerait plus le journal de l'Action française est impensable, vous le savez tous. Puisse la lecture de ces sept pages vous pousser à vous montrer plus généreux que jamais à son égard. Vous le devez à toute une jeunesse française qui n'entend point renoncer. ■

À printemps 1947, voilà presque trois ans que l'Action française est privée d'un journal : le dernier numéro de son quotidien, daté du 23 août 1944, a été empêché de paraître par les communistes qui se sont emparés du pouvoir à Lyon à la faveur de la libération du territoire. Il racontait l'enlèvement du maréchal Pétain par les Allemands après que la porte de son appartement à l'Hôtel du Parc, à Vichy, eut été fracturée.



Maurice Pujo
1872-1955

Depuis cette date, l'A.F. est dans la clandestinité tandis que se poursuit dans le pays une sanglante "épuration" à laquelle les gaullistes prêtent la main, ainsi que tous les revenants de la III^e République réinstallés au pouvoir dans le sillage du chef de la France libre. Ces politiciens ingrats élimineront De Gaulle en janvier 1946 après avoir été remis en selle par lui...



Georges Calzant
1897-1962

Charles Maurras et Maurice Pujo, codirecteur de L'Action Française, sont arrêtés au début de septembre 1944. Ils sont emprisonnés et traduits devant la cour de Justice du Rhône, tribunal d'exception. Charles Maurras et Maurice Pujo sont condamnés respectivement à la réclusion perpétuelle et à cinq ans d'emprisonnement pour leur fidélité au maréchal Pétain sous l'Occupation. Ils sont emprisonnés à la Maison centrale de Riom puis à Clairvaux dans l'ancien monastère de saint Bernard.

Vie souterraine

Pendant ce temps, l'Action française mène une vie souterraine. Des cercles s'organisent, ici et là, sous diverses appellations. Georges Calzant, ancien secrétaire général

par **Pierre PUJO**

des Camelots du Roi, assure la coordination entre tous les groupes d'amis. Reprenant un titre qui a cessé après la crise de l'Index de L'Action Française en 1927, il publie chaque mois les *Documents Nationaux*, imprimés et diffusés clandestinement. Ceux-ci comptent douze numéros ronéotypés puis dix-sept numéros imprimés. Ils changent plusieurs fois de titre pour déjouer les enquêtes policières.

Le gouvernement a annoncé qu'à compter du 21 février 1947 il ne serait plus nécessaire de demander une autorisation adminis-

faire en épingle. *Le Midi Libre* (du 24/3/47) raconte : « Les recherches s'avèrent fructueuses et de nombreux documents prouvant que le complot avait de nombreuses ramifications, notamment à Nîmes, et mettant en cause de nombreux ex-collaborateurs furent saisis, ainsi qu'une grille de code secret. » Plusieurs de nos amis de Béziers furent perquisitionnés. Le lieutenant-colonel de Portalon et le frère de notre ami Gaston Reboul furent longuement emprisonnés.

Cet activisme judiciaire et médiatique donne une idée du "terrorisme intellectuel" qui régnait alors en France. Cependant à certains



trative pour éditer un journal. Georges Calzant compte profiter de cette liberté de la presse retrouvée (Tous les journaux ayant paru sous l'Occupation ont été interdits par des ordonnances de 1944 et 1945, seuls *Le Figaro* et *La Croix* ont échappé à cette mesure.) pour tenter de lancer un journal. Il écrit dans une lettre circulaire datée du 7 février 1947 : « Devant ce fait, notre devoir de propagandiste des idées de salut national nous impose de faire paraître, dans les délais les plus brefs, à défaut d'un quotidien – hélas encore impossible à mettre sur pied dans les circonstances actuelles – un hebdomadaire de doctrine et de combat que tous les amis fidèles de l'A.F. et beaucoup de nos compatriotes, souhaitent de voir paraître : un hebdomadaire *Seule France* ! En un temps où règne sans concurrence une presse de parti. »

Le texte de cette lettre-circulaire est repris en province par les responsables de l'A.F. Ainsi à Béziers, le colonel de Portalon diffuse un appel de fonds en vue de lancer un journal qui poursuivrait au grand jour le combat de l'Action française.

Complot à ciel ouvert

Il n'en faut pas plus pour inciter le procureur de Béziers, M. Roure, à déclencher une enquête sous le chef d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État, complot contre la République et constitution de ligue dissoute ». La presse quotidienne monte l'af-

égards, le procureur de Béziers avait raison : l'Action française n'a-t-elle pas toujours revendiqué d'être un « complot à ciel ouvert » contre la République ?

Les efforts de Georges Calzant et l'aide de nos amis vont malgré tout aboutir à la sortie, le mardi 10 juin 1947, d'un journal intitulé *Aspects de la France et du monde*, portant en sous-titre « Transformation et modernisation des Veillées des campagnes et des villes, publication d'avant-guerre ». Le titre est anodin, mais on y retrouve les initiales de l'A.F. Il a fallu ruser pour le racheter en cachant qu'on voulait en faire un journal politique !

Les anciens rédacteurs de L'Action Française collaborent au nouveau journal, d'abord bimensuel puis hebdomadaire à partir du 25 novembre 1948. Il a le format tabloïd qu'il retrouvera en 1963 après une période de plusieurs années durant lesquelles il a adopté le grand format des quotidiens.

“Dernier carré ?”

Très rapidement, les lecteurs s'aperçoivent que si le titre du journal est neutre, les articles qu'il publie sont très engagés politiquement. Le 5 novembre 1947, *Le Populaire*, quotidien du Parti socialiste, a indiqué en première page : « Organe du dernier carré, *Aspects de la France* copie conforme de L'Action Française, ose publier chaque semaine des articles à la gloire du traître Pétain. » Une accusation flatteuse...

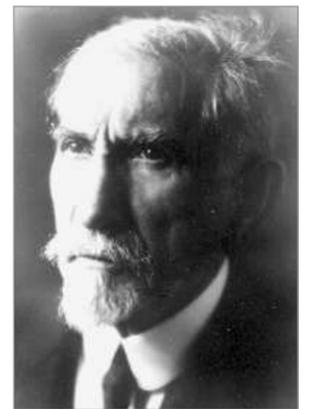
Le journal survit à cette dénonciation, mais par une circulaire

du 24 mai 1948, Jules Moch, ministre de l'Intérieur, interdit l'exposition du journal au regard du public en vertu de la législation qui régit les publications pornographiques ! Il faudra plusieurs années de procédure devant les tribunaux administratifs pour obtenir l'annulation de cette circulaire, ainsi que des arrêtés préfectoraux pris dans le même sens. Si la vente empêchée dans les kiosques est ainsi restaurée, les vendeurs volontaires redoublent d'ardeur pour diffuser le journal sur les marchés et devant les églises.

Maurice Pujo est libéré en octobre 1947 et assure désormais la direction politique du journal avec Georges Calzant. Charles Maurras, toujours emprisonné à Clairvaux, suit attentivement l'essor d'*Aspects de la France et du monde* et envoie ses directives. Il a toujours considéré que le journal était la locomotive qui entraînait les autres activités de l'A.F. Il apporte régulièrement sa collaboration, le plus souvent sous la signature de Octave Martin. Quand il sera libéré le 21 mars 1952, il donnera chaque semaine un grand article, et cela jusqu'à sa disparition le 16 novembre de la même année. Il est mort la plume à la main...

Le miracle permanent

À partir du 23 avril 1954, *Aspects de la France* a commencé à porter soit en surtitre, soit en sous-titre *Hebdomadaire d'Action française*. Le 22 janvier 1992, le sous-titre devient le titre sous la forme de *L'Action Française Hebdo*. À partir de mai 1999 le titre est transformé en *L'Action Française 2000*. Le journal paraît désormais deux fois par mois, comme à ses débuts. Sous un titre ou un autre il n'a jamais cessé d'être l'organe de l'Action française et d'être fidèle à sa ligne de pensée.



Charles Maurras
1868-1952

Quand on considère le nombre de journaux qui sont nés et qui ont disparu depuis soixante ans, on ne peut qu'être frappé par la longévité de *L'Action Française 2000*. Malgré bien des épreuves, malgré les persécutions du régime qui ne nous a pas ménagés, malgré les attentats, malgré le lancinant problème financier qui rend précaire son existence, le journal de l'A.F. a tenu bon et n'a pas cessé de défendre toutes les causes nationales en s'engageant à fond chaque fois que le sort de la France était en jeu. Qu'il soit encore vivant, et bien vivant, tient du miracle. ■

Au cœur de l'Action française

par
Michel FROMENTOUX

de louanges ni un bon salaire..., que de se vouer à une politique qui ne soit pas politicienne, mais selon la définition de saint Thomas d'Aquin la forme la plus haute de la charité. Alors si, selon le mot de Maurras, les nations sont des « amitiés », quelle magnifique pierre apporte l'AF à l'édifice national ! Pour que des tempéraments si tranchés,

miers pas de secrétaire de rédaction, ni Alain Sanders au si grand cœur, ni Anne Bernet dont j'ai vu d'année en année éclore et s'affirmer les multiples talents, ni les jeunes qu'à mon tour j'ai "formés" : Éric Letty, Christian Brosio, Jean Cochet, Alain Waelkens, Élie Hatem... Je ne puis tous les citer, qu'ils me le pardonnent ! Les nécessités de la vie les ont quelque peu dispersés, mais tous, je le sais, parlent encore de la "vieille maison" avec émotion.

Je vois maintenant chaque année arriver quelques "jeunes loups" talentueux et convaincus. Ils apportent dans nos colonnes comme dans nos bureaux une nouvelle vitalité. Leurs noms commencent à être bien connus, je n'en cite que quelques uns : Pierre Lafarge, Jean-Philippe Chauvin, Guillaume Chatizel, Stéphane Blanconnet (encore un Annonéen !) et son épouse Sarah, Aristide Leucate, Henri Letigre, Pierre Carvin, Alain Raison, Philippe Aleyrac, Thibaud Pierre, et le "petit dernier" de la rédaction mais qui n'est pas le moindre, Grégoire Dubost, qui supplée amplement, et avec une patience que je lui envie, à mes insuffisances en informatique.

Nos combats

Les photos de quelques "Unes" rappellent qu'Aspects, puis l'AF 2000 ont toujours été sur le front en première ligne. Je n'ai évidemment pas participé aux combats grandioses menés dans les années 50-60 : pour que justice soient rendue à Maurras et au Maréchal, donc pour restaurer la paix civile ; pour faire échec à la Communauté européenne de défense (CED) - le premier vagissement de l'Europe fourre-tout - ; pour la défense de l'Algérie française - ce qui valut au journal d'être parfois saisi et à maints rédacteurs de connaître les camps de rétention de M. De Gaulle (comme on l'appelait alors dans Aspects) ; pour poser en 1968 les vraies questions de nature à empêcher la France de se

déliter - je sais qu'il a fallu alors jouer d'acrobaties périlleuses pour paraître malgré la "chienlit"...

En trente-cinq années, j'ai vécu bien des batailles sur les fronts les plus divers. En ces temps stupides et sans idéal des années Giscard (le "Foutriquet" fustigé par Pierre Boutang...) dont l'euphorie libertaire ne pouvait que conduire aux dévastations des années Mitterrand, lesquelles se sont prolongées dans l'abêtissement hédoniste général des années Chirac, notre journal fut toujours le plus ardent à dénoncer les démissions et à exalter la France, notre souverain bien.

Bien sûr la question européenne a été au premier plan de nos soucis : contre les accords de Schengen, contre le traité de Maëstricht, contre celui de Nice, contre la Charte des droits fondamentaux, contre l'euro, contre le projet de constitution européenne... Ce n'est pas là une manie d'être contre tout, et nul n'est plus que nous favorable à des accords étroits entre les États européens, mais à chaque fois que la république discute à ce sujet c'est en termes de démission nationale, d'abandons de souveraineté, de concessions à des forces mercantiles et apatrides. Jamais l'Action française ne tolérera que l'on attente à la nation, notre communauté historique de destin où nous puisons le meilleur de ce qui nous fait être ce que nous sommes et qui nous élève à l'universel.

Ce qu'il nous reste à faire

Nos combats ne sont pas vains : les Français, intoxiqués par les médias, sont nombreux à découvrir dans l'inlassable argumentation des éditoriaux de Pierre Pujo comme une délivrance. Et nous ne sommes point les soldats de causes perdues : Maëstricht n'a été voté en référendum qu'à une minuscule majorité, et le projet de constitution européenne a été bel et bien refusé par les Français. Victoire réelle, mais déjà menacée par l'agité qui vient d'entrer à l'Élysée et que nous aurons toujours à l'œil !

Encore un combat, et celui-ci gagné par l'AF toute seule, plus précisément par Pierre Pujo lui-même : celui qui permit en 1975 de sauver l'île de Mayotte en la gardant française, alors que le président Giscard d'Estaing et toute l'intelli- ➤➤

Quand sortit le premier numéro d'Aspects, j'avais quatre ans et un jour. Dans ma bonne ville ancestrale d'Annonay, je n'allais pas tarder à apprendre de mes parents et des Frères des Écoles chrétiennes à aimer par-dessus tout le bon Dieu, la Vierge Marie et la France. Et aussi l'Histoire de France, tant et si bien qu'à l'âge de douze ans la passion des généalogies royales (qui ne devait jamais me quitter) m'avait déjà rendu royaliste, car je ne pouvais concevoir un pays qui ne fût pas incarné d'âge en âge dans une lignée de chair et de sang et je trouvais que la France était bien affligée... Or, je n'avais encore entendu parler ni de Maurras, ni d'Aspects...

Lacune bien vite comblée puisque dès quinze ans, j'achetai chaque jeudi à la Maison de la Presse l'hebdomadaire qui devait marquer ma vie à jamais. C'était le temps du grand format, les grandes colonnes pratiquement sans photos étaient un peu austères mais en ce temps-là les lecteurs, pas encore ramollis par la télévision, ne rechignaient pas devant l'effort... Le jeune homme à peu près sage que j'étais alors se délectait du billet de Jacques Perret et du dessin de Ben avant de s'acharner avec un crayon à remettre en place les lignes parfois égarées par les typographes du long et puissant article de Georges Calzant...

Royaliste en Ardèche

C'était le temps de tous les risques au service de l'Algérie française ! Bien sûr, je savourais particulièrement le grand bon sens de Xavier Vallat, d'autant qu'il était l'un de mes voisins ! L'ancien député de l'Ardèche, libéré des geôles gaulliennes où il avait lié amitié avec Maurras, allait bientôt partager ses semaines entre Paris où il régnait sur les locaux de la rue Croix-des-Petits-Champs et Annonay où il habitait en face de chez mes parents. Il m'honora d'une amitié qui devait



Xavier Vallat
1891-1972

me marquer pour toujours et exprima le vœu de me voir écrire dans Aspects...

À ce moment-là, toutefois, bien qu'ayant participé en 1964 au camp Maxime Real del Sarte qui me permit, encore un peu timide, de rencontrer pour la première fois les grands Pierre(s) (Juhel, Pujo, Chaumeil...) et bien d'autres rédacteurs du journal que j'enviais quelque peu de loin, je me croyais encore une vocation d'enseignant. Mes illusions

ne tinrent pas très longtemps en constatant la pétaudière qu'était en train de devenir l'Éducation, même privée sous contrat. Depuis 1969, j'envoyais au journal quelques articles de temps à autre, puis j'entamai en 1971 une collaboration régulière, avant qu'un beau jour de 1972 Pierre Pujo me fit des propositions qui me parurent honnêtes en vue de me placer auprès de lui comme secrétaire de rédaction. Je n'eus qu'à m'en féliciter.



14 JUILLET : Cette ci-devant IV', on va lui changer la tête !

Dessin de Ben
publié le 11 juillet 1958

C'était encore le temps du "plomb", des vieilles machines crachant les lignes l'une après l'autre, des lourdes formes d'acier sur les longues tables de fonte qu'on appelait le "marbre", des grosses rotatives... J'allais au cours des années assister à d'étourdissants progrès en la matière... Lorsque j'évoque ce temps j'ai l'impression de passer pour Matusalem.

L'amitié d'Action française

À "Aspects", comme beaucoup disent encore, j'ai senti dès mon arrivée que j'entraais au pays des certitudes ; certes le "joug" de Pierre Pujo est rigoureux, mais n'est-ce pas la rigueur des nécessités françaises, cette rigueur à laquelle doivent toujours se soumettre - non pour s'anéantir, mais pour être épurés - tous les enthousiasmes et toutes les passions ? Fils de paysans vivarois, formé dans le respect de la sagesse séculaire, je fus très vite fier de vivre dans la bonne vieille tradition française où savoir bien penser ne va jamais sans savoir bien rire, bien manger et bien boire...

L'amitié d'Action française est une chose extraordinaire, la preuve évidente que chez de bons et solides maurrassiens, si la raison domine, elle n'étouffe jamais le cœur, car c'est déjà un acte d'amour que d'entrer à l'Action française, que de sacrifier pour elle ses ambitions et ses loisirs, que de trimer sans attendre

des caractères parfois bons et mais plus souvent mauvais, des âges et des milieux si divers "cohabitent" dans une véritable harmonie, il faut que chacun sente qu'au-dessus de tous commande le service de la France.

Que d'images d'amis disparus me reviennent à l'esprit en cet anniversaire ! Je pense notamment à M^{me} Maurice Pujo, un bel exemple de vaillance et d'infinie bonté, mais aussi à tant de journalistes remarquables qui m'impressionnaient lors de mes premiers conseils de rédaction : Pierre Masteau, André Nicolas, Henri Courmont, Robert Guillolet, Jean Houssaye, et bien d'autres encore. Je pense aussi au bouillant Pierre Debray, à l'historien Jean-François Chiappe dont les entretiens (sur Louis XVI ou la Contre-Révolution entre autres) qu'il m'accordait toujours spontanément mêlaient le savoir à l'élégance et à la ferveur, à l'éruudit René Rancœur, la mémoire vivante de l'Action française, à l'inénarrable Bayard, notre fulgurant dessinateur avec ses coups de colère, ses coups de rouge et ses coups de génie...

De toutes générations

Heureusement la Providence nous garde François Leger, Pierre Chaumeil, Jean-Baptiste Morvan, Pascal Nari, et, toujours à l'affût, notre maître à tous Pierre Pujo. Je ne pourrai jamais oublier Norbert Multeau qui guida mes pre-

CONTRE LA C.E.D.

Aspects du 5 février 1954

L'échec cuisant de la Communauté européenne de Défense est en grande partie due à la campagne vigoureuse et incessante d'Aspects de la France contre ce projet, premier pas vers le fédéra-

lisme européen. Le Comte de Paris, le maréchal Juin, le général Weygand s'y opposèrent aussi et les députés furent ainsi poussés à refuser de ratifier le traité, le 30 août 1954





Secrets de fabrication

gensia politique voulaient la pousser à se soumettre aux Comores voisines, qui firent sécession et qui aujourd'hui le regrettent amèrement. Pierre Pujo mena aussi dans les années 80 un combat sans relâche pour empêcher le largage de la Nouvelle-Calédonie. Prochainement la question va resurgir : restons vigilants.

Bien d'autres combats pourraient encore être évoqués. Pour m'en tenir à ceux dans lesquels je me suis le plus investi, je me souviens de l'ignoble situation de guerre scolaire dans laquelle nous plongeâmes la gauche dans les années 1983-84. Aspects se devait de s'opposer à la mainmise sur la formation des esprits de l'État jacobin qui, dans ses propres écoles, avec son idéologie égalitariste, ne forme plus que des cancren ne sachant pas toujours lire et écrire ; j'ai brandi chaque semaine le drapeau de la liberté de l'enseignement, et je dois à cette campagne d'avoir lié amitié avec Michel de Saint Pierre, le tonitruant et enthousiaste défenseur de toutes les causes françaises, que Dieu rappelait à lui en juin 1987, il y a déjà vingt ans.

Et puis que de lignes j'eus à écrire plus souvent dans les larmes que dans la joie devant les "faits de société" ! Désertion des églises et des séminaires, démission du clergé, vent de subversion dans les mouvements religieux, dévergondage moral, lois sacrilèges permettant de tuer l'enfant à naître pour le confort des gens installés dans la vie, revendications contre-nature, promotion de l'homosexualité, manipulations génétiques, et j'en passe... Il faut désigner la source du mal : l'idéologie des Droits de l'Homme imposée comme un substitut de la religion en est aujourd'hui à vouloir refaire, non seulement la société, mais l'homme lui-même !

Aux sources du mal

Que de combats encore à mener pour freiner cette vertigineuse descente vers la barbarie ! L'AF 2000 seule ose remonter aux causes du mal et donner, non pas des solutions miracles à tous les problèmes, mais au moins les moyens de poser ces problèmes en dehors de toute idéologie, dans le respect du catholicisme qui reste l'âme de la France et pour, au temporel, le seul bien de notre nation qui devra bien un jour s'incarner à nouveau dans une famille d'âge en âge.

Combattre pour le roi, c'est combattre pour la continuité donc pour la vie. C'est pourquoi notre journal ne peut pas, ne doit pas mourir. À vous, chers lecteurs, de redoubler de générosité pour nous aider.

Michel FROMENTOUX

En dehors de l'impression, toute la fabrication du journal se déroule dans les bureaux que nous partageons avec le Centre royaliste d'Action française. La plupart de nos collaborateurs sont d'ailleurs des militants, disposés à travailler dans des conditions pas toujours idéales : privé d'un administrateur à demeure, le réseau infor-



Au temps du plomb...

Pierre Pujo et Michel Fromentoux à l'imprimerie d'Aspects de la France, en 1976

matique manque de fiabilité ; la sonnerie stridente du téléphone perturbe les efforts de concentration ; le chauffage s'avère trop juste en cas d'hiver rigoureux... Heureusement, il n'est plus question de manier les plombs : aujourd'hui, tout se fait sur des ordinateurs comparables à ceux qui équipent nos foyers, quoique probablement davantage obsolètes.

Ambiance...

L'Action Française 2000 compte quatre salariés, dont deux à temps plein : la secrétaire et le secrétaire de rédaction ; un coursier et un maquettiste travaillent à temps partiel. Le journal s'appuie en outre sur de précieuses contributions bénévoles, au premier rang desquelles figure celle de son di-

par Grégoire DUBOST

recteur. Cette équipe travaille généralement dans une bonne ambiance, à peine perturbée par les plaintes du secrétaire de rédaction, dont l'angoisse va croissant à l'approche du bouclage. Le calme du maquettiste n'en est que rarement affecté ; quant au directeur, il réagit avec une certaine désinvolture, convaincu que ses collaborateurs s'en sortiront comme à chaque fois...

Un conseil de rédaction se réunit au lendemain de chaque bouclage. Il dresse la critique du numéro achevé la veille et esquisse

position ! À cet exercice, M^{me} Dablibert est de loin la plus talentueuse ; on ne la remerciera jamais assez pour son dévouement permanent.

Traquer les fautes

Le secrétariat de rédaction est un passage obligé pour chaque article : l'essentiel de la tâche est assuré par Michel Fromentoux, assisté de temps en temps par votre serviteur. Inlassablement, il traque les fautes d'orthographe, corrige la syntaxe, redresse le style et veille au respect des



Vente à la criée de L'AF 2000

un plan pour le suivant. Le "chemin de fer" se précise peu à peu en fonction de l'actualité et des propositions des rédacteurs.

Parmi eux, certains nous adressent encore des manuscrits, plus ou moins faciles à déchiffrer. Pierre Pujo est d'ailleurs un digne héritier de Charles Maurras, si l'on en juge par la peine qu'il inflige aux responsables de la com-

posée ; il ajoute des intertitres, coiffe les textes d'un chapeau, enrichit leur mise en forme puis les transmet au maquettiste. Le journal commence alors à prendre une forme concrète.

Au fur et à mesure de leur disponibilité, les articles sont intégrés aux seize pages que compte L'AF 2000. Bien souvent, le mon-

tage de l'une ne peut pas se faire sans celui d'une autre, d'où les difficultés causées par le retard d'un seul article. Les petites périodes de "chômage technique" sont d'autant plus frustrantes qu'elles ne font que reporter le travail au soir, à la nuit ou au lendemain. Comme "tout se tient", les modifications intervenant après le bouclage d'une page sont particulièrement pénibles : quelques caractères de plus ou de moins suffisent parfois à tout décaler. Les mises en page papier sont soumises à des contraintes méconnues des blogueurs ! Par leur faute, une avance de quelques pages par rapport à la "normale" ne constitue jamais une assurance contre un bouclage tardif le mardi soir.

Dans la rue

Une fois le numéro achevé, il est converti en PDF et envoyé par Internet à l'imprimeur, auquel nous aurons précisé au préalable l'ampleur du tirage. La distribution est confiée à un routeur et aux NMPP, mais le travail ne s'arrête pas là. Le secrétariat assure au quotidien le suivi des abonnements, avec le concours d'un programmeur bénévole qui optimise peu à peu notre outil informatique : une mission capitale pour le développement de nos ventes et l'accroissement de notre productivité.

Chaque parution s'accompagne de la mise en ligne de l'éditorial, vitrine du journal sur la toile, qui constitue bien sûr un vivier d'abonnés potentiels. La promotion du journal par les militants d'AF est également assurée dans la rue, où les tracts distribués proposent généralement la souscription d'un abonnement d'essai. Enfin, les camelots du Roi poursuivent les ventes à la criée. En définitive, la diffusion, la promotion et même la fabrication de L'AF 2000 se confondent dans une large mesure avec les campagnes du CRAF, dont le journal demeure le fer de lance.

TOUS LES RISQUES POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE



Dès le 18 septembre 1959, Aspects de la France dénonçait sans ambages la politique d'abandon de l'Algérie que mettait en place le général De Gaulle. Ce numéro fut saisi, mais l'ardeur au

combat pour l'honneur de la France n'en fut pas réduite pour autant. Les années suivantes, plusieurs membres de la rédaction connaîtront les prisons du régime...

L'AF CIBLE DES TERRORISTES



Par trois fois – en 1968, 1976 et 1984 – des attentats ont été perpétrés contre les locaux d'Aspects de la France et de la Restauration nationale.

Ci-dessus : une vue de nos bureaux après l'attentat du 20 mars 1976.



Romanciers et critiques

Dès la relance d'un véritable hebdomadaire d'Action française, *Aspects de la France et du Monde*, en 1947, Pierre Boutang, flanqué de son ami Michel Vivier, s'attacha à le doter d'une page littéraire digne de ce nom. On se rappelle qu'avant-guerre, les articles critiques de Léon Daudet, Robert Brasillach ou Thierry Maulnier dans *L'Action*

Depuis soixante ans, notre journal n'a pas délaissé la littérature, comme en témoignent les prestigieuses signatures qui lui ont apporté leur collaboration.

Française quotidienne disposaient d'une audience dépassant largement le public monarchiste. Il s'agissait donc de reconstruire un des piliers de l'édifice.

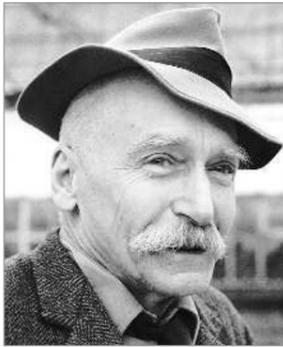
Les Hussards dans Aspects

Courant les salons et les bars littéraires, Pierre Boutang fait, dans ces années 1947-1948, la connaissance de Paul Léautaud, André Fraigneau et Marcel Aymé. À côté de ses propres articles critiques hebdomadaires – il en regroupera l'essentiel dans *Les Abeilles de Delphes* – Boutang atti-



Pierre Boutang
1916-1998

re au nouvel organe de combat royaliste la plus grande partie de la bande que l'on nommera les Hussards. Ces jeunes gens rejetaient le conformisme intellectuel de la France d'après-guerre et préféraient de loin la leçon de classicisme de Maurras à la littérature engagée prônée par Jean-Paul Sartre et l'existentialisme. Tout nationalistes qu'ils fussent, ils



Jacques Perret
1901-1992

étaient ouverts à la littérature étrangère. Leur ami Boutang faisait d'ailleurs découvrir William Faulkner et George Santayana à ses lecteurs.

Au sein de cette petite bande, il nous faut tout d'abord évoquer la figure de Roger Nimier, le benjamin de la bande, militant royaliste à la sortie de la guerre, qui signera avec son brio et son aisance habituelle des articles sur Stendhal, Roger Vailland ou encore sur le style de Jacques Chardonne. Celui qui rêvait de réconcilier Maurras et Bernanos, ayant eu la chance de rencontrer ses deux maîtres, méprisait moins la politique qu'on a voulu le faire croire.

Antoine Blondin, son complice, n'était pas loin, rencontré par Boutang à la rédaction de *Paroles Françaises*, où ils sévissaient au côté de François Brigneau. L'auteur d'*Un singe en hiver* donnera des chroniques musclées à *Aspects de*

par
Pierre LAFARGE

la France. Michel Déon avait été secrétaire de rédaction de *L'Action Française* à Lyon, durant l'Occupation. Le futur académicien publiera dans *Aspects* des critiques dramatiques et des reportages glanés à l'étranger.

Autre romancier de talent, Kléber Haedens assurait pour sa part à Lyon la chronique sportive pour le quotidien royaliste. Il fera un temps office de critique théâtral dans notre hebdomadaire.

Les chroniques de Jacques Perret

Dans le même temps, en 1949, Marcel Aymé accepte de chroniquer pour *Aspects* le premier roman de Blondin, *L'Europe buissonnière*. Un salut amical qui fera beaucoup pour la renommée de Blondin. Esthète barrésien, ami de Jean Cocteau, André Fraigneau apporte également sa collaboration.

Dès les années 1950, c'est Jacques Perret, l'auteur du *Caporal épinglé*, qui signe des chroniques incendiaires. Il s'illustrera notamment pendant la guerre d'Algérie où le journal sera saisi suite à certains de ses articles. Rassemblant en 1964 ses papiers de cette trouble période dans *Le Vilain temps*, Perret peut écrire qu'à *Aspects*, la France « est aimée, servie, veillée sans répit, et qu'on s'y montre attentif aux merveilles de son héritage plus qu'aux bonheurs de ses lendemains mirobolants ». Michel de Saint Pierre sera également, après la tourmente de 1968, un soutien de poids d'*Aspects*.

Et plus récemment, nous dirait-on ? Ces dernières années les

regretts Vladimir Volkoff et ADG ont donné des textes à *L'A.F.*, tout comme Jean Dutourd, Pol Vandromme et François Sentein. Ernst Jünger et Michel Mohrt ont

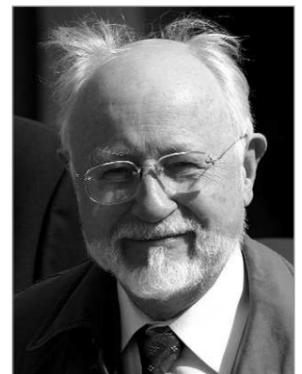


Michel Déon
Né en 1919

accordé des entretiens marquants. Les jeunes plumes acérées formées dans les colonnes du journal se sont illustrées dans des revues aussi littéraires que politiques : *Réaction*, *Immédiatement*, *Les Épées*. Le temps n'est pas encore venu de les nommer, sauf à saluer la mémoire d'un d'entre eux, bien trop tôt disparu, Vincent Bothmer, dont Guy Dupré devait dresser un élogieux tombeau.

BIBLIOGRAPHIE

- * Antoine Blondin : *Mes petits papiers, La Table Ronde, 2006.*
- * Vincent Bothmer : *Les cœurs sombres, Réaction, 1993.*
- * Pierre Boutang : *Les Abeilles de Delphes, La Table Ronde, 1952. Rééd. Les Syrtes, 1999.*
- * Roger Nimier : *L'Elève d'Aristote, Gallimard, 1981.*
- * Roger Nimier : *Journées de lecture II, Gallimard, 1995.*
- * Jacques Perret : *Le Vilain temps, éd. du Fuseau, 1964.*



Vladimir Volkoff
1932-2005

L'ACTION FRANÇAISE RETROUVÉE

Le 23 janvier 1992, *Aspects de la France* reprenait enfin le titre historique de notre journal, le sous-titre devenant le titre : *L'Action Française*, auquel nous ajoutons Hebdo. Quatre ans plus tard des poursuites furent engagées contre le journal à l'instigation du député communiste Jean-Claude Gayssot

pour utilisation d'un titre réputé interdit depuis les ordonnances de la Libération... En 1999, nous avons donc adopté un nouveau titre *L'Action Française* 2000 qui marque une différence formelle avec le journal dirigé par Charles Maurras. Mais rien n'a changé dans le fond !

POUR LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Spécial école libre

ASPECTS DE LA FRANCE
HEBDOMADAIRE DE L'ACTION FRANÇAISE

POUR UN SOULEVEMENT NATIONAL
par Michel de SAINT PIERRE

N. divers lieux de France et d'Italie.

Dès l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, *Aspects de la France* fut en première ligne dans le combat contre le projet socialo-communiste, dit projet Savary, d'un grand service unique d'enseignement qui bafouait l'une des

libertés essentielles et qui eût marqué la mort de l'enseignement catholique. Dans chaque numéro, Michel Fromentoux fustigeait le "ministre de la guerre scolaire", et c'est dans nos colonnes que l'écrivain catholique

et royaliste Michel de Saint Pierre lança un appel à un soulèvement national, le 21 juin 1984, à la veille de la grande manifestation du 24 suivant qui vit deux millions de personnes dans les rues de Paris.

Numéro 2223 - 40^e semaine 23 janvier 1992/201

ASPECTS DE LA FRANCE CHANGE

L'action Française HEBDO

A BAS LES VOLEURS

90 ANS de combats d'AF
p. 2 & 4 et 20

Nouvel ordre mondial UNE UTOPIE
p. 8 & 11

Aux sources du nationalisme français
p. 12 et 13

10, rue Crémieux-Philippes - 75001 PARIS Téléphone : 40.39.92.00 Télécopie : 40.36.31.63

TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NOTRE



Quelques vieux souvenirs pour un grand hommage

J'étais depuis 1958 rédacteur en chef de *L'Auvergnat de Paris*, lorsque, libéré des géoles gaullistes en juillet 1962, je dus abandonner mes fonctions à la suite de différends techniques fin mars 1963.

Le 1^{er} avril, j'entrais, à la demande de Xavier Vallat, le directeur d'*Aspects de la France* et de Bernard Mallet, président des Comités directeurs de l'A.F., dans cet admirable hebdomadaire royaliste de combat.

J'y connaissais déjà Vallat, Louis-François Auphan et Henri Courmont, les « deux piliers du journal » comme disait son directeur. J'y rencontrais ensuite les divers collaborateurs au cours des comités de rédaction ainsi que l'incomparable Jacques Perret, tous découverts par moi dans différentes manifestations ou à l'Institut de politique nationale, redevenu depuis lors l'Institut d'Action fran-

çaise et dirigé aujourd'hui par le dévoué et multiactif Michel Fromentoux.

Un secret jamais dévoilé

Mais je voudrais dévoiler un secret jamais découvert, jamais encore raconté. C'est l'histoire maintenant terminée, du "Parti", ainsi baptisé par ses propres membres et inconnu de tous.

Le "Parti" se réunissait tous les lundis à partir de 19 heures et les vendredis soir au premier étage d'un petit bistrot maintenant disparu de la rue d'Aboukir.

Y siégeaient en permanence Louis-François-Auphan, secrétaire général de la rédaction, à la mémoire éléphantesque, Henri Courmont, chroniqueur littéraire – le meilleur de Paris, affirmait Kléber Haedens –, Robert Cario, chroniqueur judiciaire tragiquement disparu, Jacques Bourgeat, autodidacte total et omniscient des petits secrets et détails de l'histoire humaine, Jacques Perret, navigateur à la voile et son marin le peintre graveur Collot, et moi-



par
Pierre CHAUMEIL
Président d'honneur
de l'Association professionnelle
de la Presse
monarchique et catholique

même. Xavier Vallat, membre du "Parti", venait nous rejoindre à l'improviste quand sa jambe de bois ne le faisait pas trop souffrir.

Au cœur des réalités sociales

Là, bavardant aux bouteilles de Sancerre, nous apprenions tout : Cario qui écrivait à *Paris-*

Presse et à *L'Aurore*, nous tenait au courant de l'actualité judiciaire et politique, Auphan des rencontres entre les "sous-marins politiques" qui se retrouvaient à la Brasserie Lipp où il était fidèle et apprécié avec son grand ami Saint-Exupéry. Courmont dissertait agréablement sur les fromages dont il était grand amateur et sur la politique quotidienne, Perret, brièvement, entre deux pipes, faisait le point sur ses réflexions ; André Maynier, titi parisien perspicace et observateur, nous tenait au courant de l'état d'esprit des clients du bistrot de son père, tout proche de l'Hôtel de Ville.

De là, nous, de la rédaction, nous évitions des erreurs ou des petites fautes dans l'élaboration de nos articles et vivions de plain pied dans la réalité des différents milieux sociaux de la capitale, tout cela dans la cordialité et la meilleure ambiance.

Aspects de la France a disparu, heureusement remplacé, grâce à Pierre Pujo par *L'Action Française 2000*, et n'a rien perdu de la ligne de conduite ancienne. Les éditos de Pujo sont tous dans

la meilleure veine possible de respect et de loyauté envers la Maison royale de France, dont le chef incontestable, après la disparition de M^{gr} le Comte de Paris, se trouve être M^{gr} le Comte de Paris, duc de France, auquel succédera le fils de celui-ci M^{gr} Jean d'Orléans, duc de Vendôme, d'une excellente instruction et d'une grande éducation, qui se fait connaître dans les différentes provinces de France.

Puisse-t-il être appelé un jour sur le trône de ses ancêtres avant que la France n'ait disparu dans le répugnant et envahissant cloaque européen ! Hommage au 60^e anniversaire de *L'A.F. 2000* et Vive le Roi !

P.S. Les mêmes jours, aux mêmes heures, se réunissaient au rez-de-chaussée du même bistrot, les principaux collaborateurs du Canard Enchaîné, alors tout proche. Sortant souvent le dernier du "Parti", j'y prenais un, parfois deux verres avec un grand dessinateur de cet hebdo, le fameux Moisan, souvent la perruque de travers, qui consacrait un dessin admirable d'une demi-page chaque semaine, à l'actualité politique. Aussi antigauillistes tous les deux, nous étions devenus très bons copains, ce qui ne manquait pas de me fournir souvent quelques secrets supplémentaires.

L'ESPRIT D'AF CONTINUERA

S'engager à l'Action française a permis, permet et permettra de se former à la politique, au journalisme mais aussi et aujourd'hui plus encore à la communication et aux nouveaux médias. Combien d'anciens camelots ont réussi grâce à l'apprentissage de la préparation d'un tract, l'organisation d'un meeting ou d'une manifestation à trouver un emploi dans des agences de publicité ou de communication ?

Mais l'AF, c'est surtout un combat pour la France. Certains se réclament de la gauche ou de la droite, d'autres encore se réclament de la vraie gauche ou de la vraie droite... Nous sommes maurassiens parce que nous nous réclamons de la vraie France, de la France éternelle. Celle qu'ont fait nos rois et qu'ils sauveront du marasme politique, européen et mondialiste.

« Nous aurons depuis longtemps quitté cette terre, Maurras, Bainville, Pujo et moi, que l'esprit d'AF continuera à se manifester et à agir » disait Daudet. J'y crois sincèrement. Depuis bientôt un siècle l'Action française se dresse seule face aux boutiquiers de la République et contre ceux qui voudraient effacer le passé et l'existence même de la France.

Notre génération saura relever le flambeau de l'aventure, de la résistance et du combat, qui permettra à la France de se restaurer par son Roi.

Paul MOUGENOT
(18 ans)

— L'époque jolie des années 80 —

Je fais partie de la plumitive confrérie des journalistes qui ont publié leur premier article dans *Aspects de la France*. À cette époque jolie, c'est-à-dire à l'orée des années quatre-vingt, l'Union soviétique existait encore, l'Europe était encore coupée en deux, le Parti communiste avait encore quatre ministres au gouvernement, mais Pierre Pujo dirigeait déjà le journal. Tout n'a donc pas été complètement bouleversé depuis.

Pierre m'avait proposé de prendre la succession, à la revue de presse de l'hebdomadaire, de Pierre Gagemont, qui, je crois, était appelé sous les drapeaux – le service militaire existait encore. Philippe Viet quittait la rédaction et le sérénissime Alain Waelkens y arrivait. Michel Fromentoux était déjà sous pression permanente, tiraillé entre la mise en forme des articles des autres, l'écriture des siens, les pique-niques des Ardéchois de Paris et les programmes de l'Institut d'Action française.

Sur le zinc

On croisait dans les locaux des anciens hauts en couleurs et riches d'histoires, comme l'ami Pierre Chaumeil, qui se cherchait en vain un successeur à la présidence de la Presse monarchique et catholique, ou encore Pierre Masteau, qui cumulait talentueusement, sous des pseudonymes divers, les rubriques agricole, artistique et les articles consacrés aux pays de l'Est. À l'Engadine, autour d'un

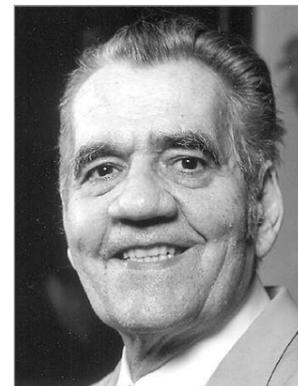
verre pris sur le zinc, Chaumeil racontait la tentative d'évasion des internés de Saint-Maurice l'Ardoise, aux temps maudits de la Grande Zorah, Masteau parlait de Céline, de Parraz ou de Marcel Aymé, qu'il avait connus, tandis que deux étages plus haut, au 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Pierre Pujo pestait contre l'humeur fugueuse de ses collaborateurs. Le lundi se pointait Bayard, nez au vent et mèche rimbaldienne, qui selon son humeur rendait, pour la une, un dessin génial ou un affreux crobar.

Je me souviens aussi d'une visite aux locaux de Jean-François Chiappe. Il m'arrivait alors de m'occuper épisodiquement et vaillamment de la supplémentation "jeunes" d'*Aspects*, consacré cette semaine-là à la presse, et j'avais formé le projet d'interviewer le biographe de Cadoudal et de Louis XVI. Je pensais seulement lui demander un rendez-vous ; il m'entraîna dans le local étudiant et m'y tint, au pied levé, une conférence de plus d'une heure sur l'histoire de la presse en France, avec un talent qui n'appartenait qu'à lui.

Monarchie et porte-jarretelle

Autres figures familières d'*Aspects*, Nicole Dalibert s'occupait déjà de l'administration, et Pierre Martinand de la comptabilité. Il utilisait, pour ce faire, un boulier ! Mais après tout, c'est de cet ins-

trument que se servaient les sages comptables de Guillaume le Conquérant. Les comptes d'*Aspects de la France* en 1985 étaient-ils beaucoup plus complexes que ceux du duché de Normandie vers l'an 1066 ?



Jean-François Chiappe
1931-2001

Lorsqu'ils souhaitaient aussi militer, ce qui était mon cas, les journalistes d'*Aspects de la France* avaient sur leurs confrères le privilège de vendre eux-mêmes leur prose, dans la rue, à des lecteurs occasionnels. Je vendais régulièrement avec Jean-Charles, hybride du titi parisien grand style et du camelot du Roi de bonne souche, qui avait gagné auprès des commerçants du marché Maubert le glorieux surnom de "Bébert de Maubert". Il proclamait à pleine voix et à tous les carrefours les supériorités du rock sur le disco, du porte-jarretelle sur le pantalon

et de la monarchie sur la république. Un spectacle. Je me souviens avoir vu, à Saint-Lazare, le comédien Klaus Kinski s'asseoir sur une borne ou une barrière, pour écouter et regarder. Les acheteurs devaient, par la suite, être un peu surpris à la lecture de l'éditorial de Pierre Pujo, qui comparait assez rarement la monarchie et le porte-jarretelle.

La mort de près

Avec le temps, les souvenirs qui se ramassent à la pelle passent à la poubelle. Ils reviennent pourtant, nombreux et sans forcer, souvent cocasses. À cette époque, la polémique sur les événements de Nouvelle-Calédonie faisait rage et le journal était en premier ligne du combat pour la conservation de l'île à la France. Nous étions une vingtaine, un soir, rue Croix-des-Petits-Champs. Une bombe venait d'exploser, posée par un groupuscule d'extrême-gauche et l'arrière des locaux flambait. Il aurait dû y avoir des morts – si la Providence n'avait voulu que, quelques instants plus tôt, tout notre monde se fût réuni de l'autre côté des locaux pour une séance de diapos. Sous l'effet du souffle, le mur de la rédaction s'était écroulé. Les uns criaient : "C'est le gaz, ouvrez les fenêtres !" ; et d'autres : "Ça fait appel d'air, fermez-les !" Mais il n'y avait, de toute façon, plus aucun carreau aux fenêtres !



Renaissance de l'Action française

par
M^e Antoine MURAT

ancien président du cercle Fustel de Coulanges, le professeur de philosophie Henri Boegner ; il eut Henri Massis qui devait être élu

çaise, celui dont Maurras appréciait la sagesse et la droite raison, Maurice Pujo..

Je ne saurais, par délicatesse, continuer à exprimer ma pensée sur les actuels rédacteurs de L'A.F. 2000 – sur Michel Fro-

pects et L'A.F. 2000 ont tenu la même ligne de conduite.

Avec efficacité, les hommes d'A.F. ont travaillé contre la C.E.D. (Communauté européenne de Défense), contre le traité de Maëstricht, contre l'euro, contre le traité de Constitution pour l'Europe.

L'Action française s'est battue pour maintenir l'empire colonial français : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, Nouvelle-Calédonie. Elle est venue au secours de l'Algérie française, elle s'est efforcée d'apaiser les luttes fratricides. Professionnellement, j'ai eu à connaître des dossiers qui me permettent de juger du bien-fondé de la politique d'A.F. J'ai participé au procès des piastres,

L'histoire de la Libération est extrêmement difficile. Elle suppose connus des faits dont le nombre, la complexité, la nature, sont infinis. Leur appréciation exige une intelligence, rare, des réalités politiques. Les mensonges foisonnent. Dans tous les domaines, des fautes, des injustices, des crimes, des horreurs, ont été commis, dont les coupables ont eu la perversité de dissimuler la vérité. La joie de la victoire remportée sur de formidables puissances de mort, non plus que les magnifiques héroïsmes qui la permirent, ne doivent cacher ce qui fut. La grandeur du bien ne saurait servir à excuser le mal.

Les apparences trompeuses, et, suivant les circonstances, changeantes, ne doivent pas altérer le sens véritable d'actions passées.

La France seule

Au mois d'août 1944, dès l'arrestation de Maurras et de Pujo, les hommes d'Action française entièrement dévoués à la France ont été confrontés aux plus difficiles problèmes d'action. Que devaient-ils faire ? Pendant les années de l'occupation allemande ils avaient agi



Pierre Juhel
1915-1980

de leur mieux. L'A.F. et ses chefs leur avaient fourni renseignements et conseils, d'une manière ou d'une autre. Le journal quotidien, replié en zone libre, à Lyon, était un lien vital. L'expression de la pensée devait, plus ou moins, ruser avec la censure. Chaque jour la manchette de l'organe du nationalisme intégral rappelait, en gros caractères, le mot d'ordre : « **La France, ...la France seule.** »

Oui, le principe suprême de la politique s'imposait : seulement le Bien de la France devait inspirer nos vies. Le bien commun est national, en priorité.

Malgré de lourdes menaces – Maurice Pujo et Georges Calzant furent emprisonnés par les Allemands à la prison du fort Montluc – l'Action française tint la ligne politique qu'elle s'était fixée : *la ligne de crête, la seule France*. Lisez ou relisez les articles d'alors signés Maurras, Maurice Pujo, Thierry Maulnier, Calzant, Auphan... Pour la sauvegarde de la souveraineté française, l'A.F. est venue en aide au chef providentiel, légitime, unanimement et internationalement reconnu, auquel les autorités légales françaises avaient confié le gouvernement.

Le cri de ralliement

À présent, fin 1944, que faire ? Et la guerre ne finissait pas. Les ruines, les massacres, les camps

de concentration, le chaos, le désarroi. Un esprit révolutionnaire animait d'importants groupes armés. Il n'y avait plus rien d'assuré. Le provisoire créait l'incertitude et la crainte. Mais l'ardente volonté d'agir pour le bien de la France n'était pas anéantie au pays de Jeanne d'Arc. Spontanément l'ami, le camarade, le proche, se cherchaient, se retrouvaient. En dehors des rassemblements massifs de partis organisés – communistes, résistants, démocrates-chrétiens, M.R.P., socialistes, libéraux –, de multiples petits groupes se constituaient.

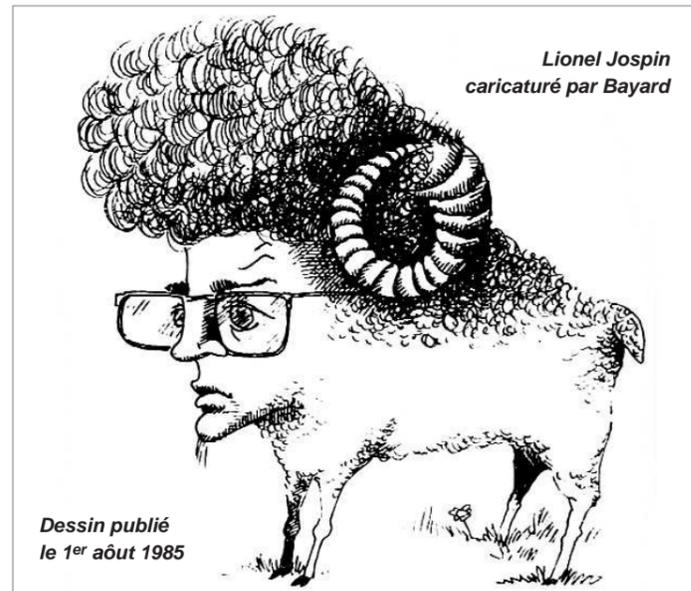
Dès l'automne 1944 l'A.F. se reforma, d'elle-même, clandestinement. Des feuilles imprimées, des bulletins apparurent, ici, là, à Paris, en province. Des inconnus se montrèrent, audacieusement. Une force venait de naître. Ou, plutôt, de renaître. Il est un peu vain de tenter l'énumération de cette foule d'écrits courageux dont un grand nombre fut éphémère. Leur existence a été un signe manifeste. Parmi eux les *Documents Nationaux* firent entrevoir une image nouvelle de l'Action française. Une presse nationale émergeait : *Rivarol*, *Minute* allaient paraître. En 1947, il y a soixante ans Georges Calzant réussissait à fonder *Aspects de la France*. Les initiales du titre – A.F. – présentaient au public une signature ; elles étaient un cri de ralliement.

Calzant mérite d'être pris en exemple. Sa personnalité était bien connue des hommes politiques et des étudiants de sa génération. Il comptait des ennemis déclarés, mais il bénéficiait de la confiance d'un grand nombre de ceux qui étaient témoins et de son courage et de sa clairvoyance. Ancien combattant de 14-18, avocat à la cour de Paris, il avait acquis une telle autorité au Quartier latin qu'il avait pu y vaincre la gauche dans l'affaire du professeur Scelle. Toujours prêt à la lutte, il rassemblait les courages par une audace sans peur, mais que sa raison maîtrisait. Il avait une âme de soldat. Autour de lui se groupèrent les survivants des maîtres de l'Action française.

De nouveaux groupes

Car la guerre de 39-45 fut des plus meurtrières. L'A.F. y a perdu beaucoup d'hommes, et de valeur ! En juin 40, près de Noyon, l'ancien président de la Ligue, M. de Lassus, se sacrifia en choisissant un poste périlleux, à l'arrière-garde pour assurer au mieux la retraite du régiment d'artillerie, dont il était le colonel. Combien de camarades ai-je perdus ? Et l'hécatombe s'est poursuivie tout le temps de l'Occupation, jusqu'à la fin. Ainsi furent tués par les Allemands un Étienne d'Orves, un Renouvin... Le martyrologe est bouleversant.

Calzant recruta. Il réunit près de lui un nombre de plus en plus grand. Il eut, pour l'assister, l'an-



Lionel Jospin
caricaturé par Bayard

Dessin publié
le 1^{er} août 1985

quelques années plus tard à l'Académie, l'économiste et sociologue chevronné Firmin Bacconnier, qui avait dirigé la Production française et l'Union des corporations ; il eut le magnifique soldat des deux guerres, de 14-18 et de 39-45, l'écrivain Georges Gaudy, président de l'association Marius Plateau, le philosophe Pierre Boutang... Il y eut, surtout, un homme remarquable par son courage, son sens politique, son esprit d'organisation, Pierre Juhel.

Puis, à mesure qu'ils obtenaient la libération de leur geôle, se joignirent à ce premier groupe ceux que la prison avait exilés de la Cité. Tel le journaliste à la mémoire prodigieuse, Louis-François Auphan ; tel Xavier Vallat. Et l'homme le plus proche de Maurras, celui qui fut l'un des tout premiers fondateurs de l'Action fran-

mentoux particulièrement. Sur Pierre Pujo, digne continuateur de son père, et qui, depuis des dizaines d'années est à la tête de l'Action française. J'admire.

L'Histoire est là

Dans sa cellule de condamné Maurras ne cessait pas d'écrire. Il demeura jusqu'au bout le maître qui analyse l'actualité, qui l'éclaire et montre la voie.

La collection d'*Aspects de la France* et de *L'Action Française 2000* est d'une richesse incomparable. Le plus sûr est de reprendre chacun de leurs numéros. L'histoire est là. L'Action française a toujours agi pour sauvegarder la nationalité française, pour sa souveraineté. De leur naissance à aujourd'hui As-



Louis-François Auphan
1902-1975

par exemple. Dans un litige assez proche j'ai entendu Frédéric Dupont déclarer au tribunal qu'il s'était utilement servi de la campagne d'*Aspects* dans les négociations qu'il avait menées avec les Vietnamiens sur des tracés de frontières.

Avec Mayotte, Pierre Pujo illustra la valeur d'une action conçue et exécutée suivant l'empirisme organisateur. Il a réussi à faire entendre la volonté d'un peuple qui veut être français. Dieu veuille que ce soit le présage de la destinée de l'Action française.

Se former pour combattre

Lorsque je suis entré à l'Action française, j'ai découvert ce que je souhaite à chacun de découvrir : la force d'un engagement animé par une volonté de charité politique. C'est dans un premier lieu la découverte de Bainville et Maurras qui m'ont donné la force d'espérer et de tout mettre en œuvre pour que les solutions que nous proposons à l'Action française soient connues et reconnues de tous.

C'est par la vente à la criée du journal et le militantisme quotidien que j'ai fait mes premières armes, aiguisant mes arguments, et découvrant alors la nécessité de la formation politique. Peu à peu, de cercles d'études en conférences, en collaborant au bulletin étudiant *Insurrection*, puis à *L'AF 2000*, j'ai plongé de tout mon être dans ce qui m'apparaît avec une clarté éclatante comme la dernière solution pouvant par le haut sortir la France de la crise du non-politique qu'elle traverse. *L'Action Française 2000* a un rôle de premier ordre dans le combat pour la reconstruction de la France par la monarchie.

C'est à une jeunesse abandonnée, déracinée, rejetant toute autorité, que nous avons à nous

adresser depuis quelques années. Malgré ces difficultés, l'Action française étudiante a su conquérir de nouveaux territoires, former des cadres adaptés à la diffusion de la pensée royaliste d'AF, qui formeront dans les années à venir la nouvelle élite royaliste. La création de cette élite est notre combat permanent, car tous (et je dis bien tous) les autres mouvements ou partis politiques ont abandonné jusqu'au concept de militantisme pour la jeunesse, ce qui nous ouvre une occasion dans l'avenir d'être les seuls, avec quelques éléments disparates, à pouvoir proposer des cadres politiques, essentiels au bon fonctionnement de la société.

Nous avons déjà gagné des batailles avec le "Non" à la Constitution européenne, nous risquons d'en perdre d'autres avec le traité simplifié de Nicolas Sarkozy, mais il y a une chose qui ne nous échappera jamais, et que personne ne pourra jamais nous retirer, c'est l'amour de la France et sa défense inconditionnelle jusqu'à la victoire.

Thibaud PIERRE (22 ans)
secrétaire général des Étudiants d'AF



Aspects de la France et de son Histoire

Entre mémoire et Histoire, le fer de lance du royalisme français qu'est l'Action française n'a jamais sacrifié l'une au bénéfice indu de l'autre. « **Faire mémoire** », selon la formule de Paul Ricœur, ne peut consister à élever des martyrologues pour alimenter à peu de frais des lamentations compassionnelles et lacry-

heurs du passé en vue de l'avenir que tout esprit bien né souhaite à son pays ».

Tout ce qui est national est nôtre

Comme l'écrivait encore Charles Maurras, « **notre maîtresse en politique, c'est l'expérience** ». Les numéros spéciaux d'*Aspects de la France* – redevenu en 1992, *L'Action Française* – traduisent cette fidélité intransigeante à cette ligne de conduite. Ainsi, que ce soit pour rappeler, « **pour Dieu, pour le roi** », le génocide vendéen (AF du 18 mars 1993), l'assassinat du Louis XVI qui vit « **la France décapitée** » (AF du 21 janvier 1993) ou pour demander « **justice pour la reine** » Marie-Antoinette (AF du 14 octobre 1993) ou la réhabilitation de Charles Maurras, « **50 ans après la condamnation du plus Français des Français** » (AF du 26 janvier 1995), notre heb-

_____ par _____
Aristide LEUCATE

domadaire s'est toujours voulu le reflet de « **l'âme de la France** », d'après l'heureuse expression de l'historien Max Gallo. L'histoire nationale française est un patrimoine inaliénable, imprescriptible et fort ancien, donc très enraciné. En témoigne le numéro spécial consacré aux 1 500 ans du baptême de Clovis, événement fondateur qui vit converger en une étroite communion, « **Dieu, la France et le roi** » (AF du 21 mars 1996). « **On peut dire que la France commence à ce moment-là** » affirmait Jacques Bainville. Mais, « **987, l'année où une famille s'est donnée à la France** », confortant et parachevant l'édifice monarchique, ne fut pas oubliée par la rédaction d'AF qui publia un hors-série historique pour commémorer le millénaire capétien (été 1987).

Tous ces numéros mis en page par l'équipe des journalistes d'AF furent également enrichis par des

plumes prestigieuses (Jean-François Chiappe, Jean Raspail, Vladimir Volkoff, Georges Bordonove, etc.). En répondant présent, tout ce beau monde avait conscience de l'utilité de l'Action française et de son journal car les faits, depuis plus de « **100 ans nous donnent raison** » (AF, hors-série spécial "centenaire de l'Action française", printemps 1999).

Politique d'abord

La monarchie est certes inexistante dans les institutions républicaines actuelles (La prétendue « **monarchie républicaine** » que d'aucuns persistent encore à vilipender depuis Maurice Duverger, est un mythe ou un mirage !), mais son esprit est vivace dans le cœur de ceux qui œuvrent quotidiennement et patiemment à sa restauration. Notre journal « **n'est pas un musée où l'on conserverait la pensée de Charles Maurras à l'abri de la poussière** » soulignait Pierre Pujo. Tou-

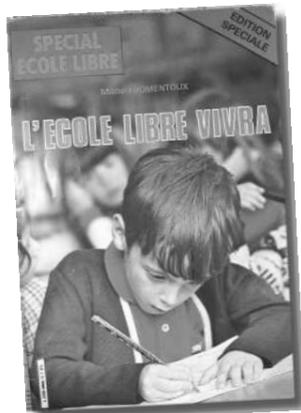
jours aux avant-postes pour la défense des intérêts supérieurs de la nation, notre journal a été de tous les combats. Ainsi, par exemple, qui ne se souvient de la juste colère poussée par Michel Fromentoux, lorsqu'il cria, au cœur



de l'année 1984, via un numéro spécial (« **L'École libre vivra** »), que la défense de l'école libre était « **la plus fondamentale des libertés** » ou lorsque nous hurlâmes dans un autre numéro spécial en 1988, que « **Cinq républicains, ça suffit !** »

Il y a dix ans, nous avons fêté les cinquante ans de notre journal « **au service de la France** » (AF du 12 juin 1997). Dix ans plus tard, celui-ci est toujours là, fier et droit, bien que ne paraissant plus que deux fois par mois. La République ne s'est toujours pas effondrée, hélas ! Et la France, est-elle encore debout ? Il faudrait un numéro spécial portant sur la défense de la souveraineté d'icelle pour clamer, *urbi et orbi*, sous forme de manifeste, que nous nous battons jusqu'au dernier pour conserver son identité autant que son intégrité.

aleucate@yahoo.fr



males, très en vogue actuellement, notamment en France. Force est de constater que la mémoire est aujourd'hui devenue une ipsité d'un passé reconstruit artificiellement, indistancié et systématiquement apprécié et évalué à l'aune d'une axiologie anachronique. Le maniement du matériau historique ne pose aucun problème à l'Action française qui lui a toujours assigné comme but principal, « **la mise à profit des bon-**



COMMENT J'AI RENCONTRÉ MAURRAS

« *Comme le disait le vieux maître* » : cinq mots surpris au détour d'un cours d'histoire, une petite phrase qui allait déclencher un an plus tard une formidable trouvaille. Découvrir Maurras par l'intermédiaire d'un professeur d'histoire est assez peu banal en cette époque où ceux-ci déblatèrent plus souvent un mauvais brouet gauchiste qu'ils n'enseignent leur belle matière. Mais cela ne prouve-t-il pas à l'évidence que des îlots de résistance subsistent toujours ?

Durant les mois qui suivirent, le nom rugueux du vieil homme roula en mon esprit et je finis par acheter un de ses livres. La clarté du raisonnement me séduisit d'emblée et la solution monarchique ne tarda guère à s'imposer. Elle germa avec d'autant plus de facilité qu'un certain esprit critique m'avait rendu méfiant et rétif vis-à-vis de cette république dont on me deman-

daid d'endosser les oripeaux sans protester ; en bref : « *Sois démocrate et tais-toi* ».

Les roquets boutonneux des manifestations anti-CPE, jappant leurs haines apprises, m'incitèrent à acheter le journal. J'y trouvai une pensée claire, une chronique toujours intéressante, où il ne manquait qu'un humble successeur de Daudet pour fesser les impétrants républicains et autres incontinents de la virgule. Le reste suivit logiquement : camp d'été, création d'une section lilloise, premiers articles....

Quel journal peut prétendre ouvrir ses colonnes à de jeunes collaborateurs comme l'a toujours fait L'Action Française ? Bien peu assurément ! Les « *rebelles* » ne sont pas où on le croit...

Florentin NORMAND
(20 ans)

Une éducation française

J e dois à l'Action française, tant le

_____ par _____
Pierre CARVIN

entrer en contradiction avec son histoire.

Mais l'Action française ne se résume pas pour moi à des idées, elle est aussi une véritable communauté humaine, avec ses militants zélés, ses cadres et journalistes dévoués, ses traditions et ses faits d'armes. Militer au sein du mouvement m'a laissé des souvenirs mémorables et des amitiés solides. Je m'honore d'écrire dans *L'Action Française 2000*, de l'amitié de Pierre Pujo et Michel Fromentoux, qui ont la gentillesse de publier mes articles, même les plus abscons, en me faisant une confiance absolue. Ce n'est pas rien, car cela prouve que l'AF est devenue l'un des derniers sanctuaires de la liberté et de l'intelligence française.

La communauté d'idées qui lie Charles Maurras, Jacques Bainville, Léon Daudet, celle du nationalisme intégral, est avant tout une remarquable méthode guidée par l'intérêt national, celle de l'empirisme organisateur, et une théorie critique, qui situe la racine de l'abaissement du pays dans le mal démocratique et républicain.

Contrairement à la légende noire colportée par nos ennemis, ces deux caractéristiques font de la pensée d'Action française une forme de nationalisme pragmatique, ouverte et pluraliste, capable d'intégrer les nouveaux enjeux politiques sans changer sur l'essentiel. Le rétablissement de la monarchie n'y est pas une fantaisie passagère : il est l'aboutissement d'un raisonnement sur le meilleur moyen de protéger l'héritage national, sans

L'AF 2000 fut à la pointe du combat contre la constitution européenne dès juillet 2004.



JEUDI 7 JUIN 2007

D'ASPECTS DE LA FRANCE À L'AF 2000

Soixante ans d'aventure royaliste !

Le 10 juin 1947, paraissait le premier numéro d'Aspects de la France, qui allait prendre le relais de L'Action Française jusqu'en 1991 où le journal put renouer avec son titre prestigieux.

Pour fêter cet anniversaire, nous invitons nos lecteurs et sympathisants à un BUFFET DÎNATOIRE

à 20 h 30 dans les locaux du Centre Saint-Paul 12, rue St-Joseph, 75002 Paris

Participation aux frais : 15 euros - Étudiants et chômeurs : 10 euros

Réservations : 01 40 39 92 06

GUADELOUPE

La droite la plus bête d'outre-mer

Si la politique dans les départements d'outre-mer relève, bien plus souvent qu'en métropole, du clientélisme, les législatives prochaines en Guadeloupe reflètent une pitrerie à droite.

Lucette Michaux-Chevry, ex- ministre de l'ère Chirac et sénatrice, ne désarme pas à soixante-dix-huit ans. Se considérant comme la "présidente" de Guadeloupe, bien qu'ayant perdu la tête du Conseil régional au profit d'un socialiste pur jus, elle estime être la seule à décider qui est ou n'est pas candidat de droite dans l'archipel. Aussi a-t-elle créé il y a quelques années son propre parti, Objectif Guadeloupe, dont les membres sont obligatoirement à sa botte, sinon c'est la porte.

Pour les présidentielles, elle a appelé à voter Sarkozy qui s'est fendu avant les élections d'un voyage éclair en Guadeloupe. Ironie du sort, lors de ce meeting, Sarko était assis entre M^{mes} Lucette Michaux-Chevry et Gabrielle-Louis Carabin, député encarté

UMP et ennemie intime de l'ex-dame de fer de Guadeloupe. Deux partis soutenant le même candidat, ça peut paraître étrange mais, après tout, pourquoi pas ? Ce qui est maintenant farce, c'est de voir que les deux mouvements se déchirent à belles dents dans deux des quatre circonscriptions guadeloupéennes.

M^{me} Michaux Chevry ne supporte pas que sa rivale à la tête de la droite départementale reste député. Aussi a-t-elle mis un candidat Objectif Guadeloupe dans ses jambes. Mais le plus drôle est que le suppléant de M^{me} Louis-Carabin n'est autre que M. Bernier, ancien président d'Objectif Guadeloupe de M^{me} Michaux-Chevry.

Tout cela peut paraître compliqué mais est bien le reflet de la démocrassouille version antillaise. Après tout, nombre de départements de métropole ne donnent pas une meilleure image d'eux-mêmes.

Renaud DOURGES

Les salariés français ont le droit de parler français

La CFTC vient de gagner un procès contre la toute-puissante société Europe Assistance qui refusait de mettre au service de ses salariés une version française de plusieurs de ses logiciels. L'événement est de taille et, pour quiconque a le souci de l'avenir de la langue française, il importe de connaître ce jugement qui fera, espérons-le, jurisprudence.

L'affaire a été jugée par le tribunal de grande instance de Nanterre. Le jugement est daté du 27 avril 2007. On lit dans l'exposé des motifs :

« Attendu qu'en application de l'article L. 122-39-1 du Code du Travail, tout document comportant des obligations pour le salarié ou des dispositions dont la connaissance est nécessaire à celui-ci pour l'exécution de son travail doit être rédigé en français ; qu'il peut être accompagné de traductions en une ou plusieurs langues étrangères ; que ces dispositions ne sont pas applicables aux documents reçus de l'étranger ou destinés à des étrangers ;

Attendu que l'objectif du législateur a été d'imposer l'usage obligatoire mais non exclusif de la langue française dans des domaines déterminés dont celui du travail de salariés français au sein

d'une entreprise installée en France ; que l'article sus énoncé vise tout document dont la connaissance est nécessaire au salarié pour la bonne exécution de son travail, laissant à l'employeur le soin de déterminer quels documents doivent être traduits en français sans méconnaître la spécificité de l'activité de l'entreprise ni son intégration dans un groupe international ; qu'ainsi le texte n'interdit pas l'usage simultané d'une langue étrangère mais prescrit l'usage ou la traduction en langue française dès lors qu'un salarié français se trouve concerné par l'utilisation du document émanant du site français excepté s'il s'agit d'un document reçu de l'étranger ou destiné à des étrangers ;

Attendu qu'en l'espèce le logiciel intitulé "Everest Intra-Group" et le logiciel "Commercial Database" sont des documents immatériels destinés à être utilisés par des salariés français au sein d'une entreprise installée en France, la société Europe Assistance France ; qu'en outre, il est constant que la société Europ Assistance Holding, à l'origine du développement et de l'implantation des logiciels litigieux dans cette entreprise française a son siège social en France ; qu'ainsi

lesdits logiciels litigieux ne sauraient être considérés comme provenant de l'étranger ni être destinés à des étrangers ; que dès lors, l'exception énoncée ne saurait être invoquée à bon droit [...]

PAR CES MOTIFS,

Le tribunal, statuant publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort,

ORDONNE à la société Europ Assistance France de mettre à disposition de ses salariés une version française du logiciel "Everest Intragroup" ainsi que de la base de données "Commercial Database" sous astreinte de 5 000 euros par document et par jour de retard passé le délai de trois mois à compter de la signification du jugement à intervenir [...]

CONDAMNE la société Europe Assistance France à régler au syndicat SN2A-CFTC une somme de 3 000 euros en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

CONDAMNE la société Europe Assistance France aux entiers dépens [...]

Voilà qui fera réfléchir, espérons-nous, ceux qui cherchent à enterrer la langue française. On peut se défendre contre eux, la CFTC vient d'en donner l'exemple.

■

Cannes récompense l'avortement

Un scandale sur la Croisette n'émeut plus les médias. La Palme d'Or de ce dimanche 27 mai a couronné un film qui n'est rien moins qu'un long métrage de propagande pour l'avortement. Comble de l'ignominie : ce même film a reçu le Prix de l'Éducation nationale, donc il est destiné à être diffusé, analysé, discuté dans les établissements scolaires !

L'œuvre s'intitule 4 mois, 3 semaines et 2 jours. C'est l'âge prénatal d'un bébé mis à mort, avec gros plans sans pudeur sur le petit corps écartelé. Derrière tout cela, une thèse qui semblera "généreuse" à des esprits ramollis : la scène se passe en Roumanie au temps de Ceaucescu où l'avortement était interdit à toute femme ayant moins

de quatre enfants ; cela obligeait les mères à s'y livrer dans la clandestinité, à user de complicités sordides, à vivre dans la peur... ; donc la législation anti-abortive était barbare, donc le communisme était barbare et ce film du Roumain Christian Mengiu est un film anticommuniste et bien-pensant...

C'est évidemment oublier que si Ceaucescu faisait preuve d'un tel "moralisme" c'était avant tout, chez cet homme voulant ravir à Moscou la domination du monde soviétique, pour des considérations démographiques et point du tout morales. Car l'on sait que le communisme a au contraire encouragé dans maints pays l'assassinat pré-natal. C'était selon les circonstances : était "moral" ce qui servait le parti !

Mengiu aurait dit, selon Jeanne Smits dans *Présent* du 30 mai, qu'il pensait que, maintenant libérées de la crainte d'être prises, les femmes pouvaient mieux se préoccuper des conséquences de leurs actes. Ce serait pour cela qu'il aurait filmé des images aussi crues de la mise à mort. Nous voulons bien le croire, mais à quoi sert d'évoquer le sens des responsabilités en l'absence de toute référence morale et au seul nom du "droit" des femmes ?

Il reste donc que le film, s'il est projeté devant des lycéens, sera cause de graves troubles psychiques et moraux. D'ores et déjà, il faut se préparer à s'y opposer fermement.

Michel FROMENTOUX

FRANCE - IRAN

Il faut tourner la page de Neauphle-le-Château

Les relations entre la France et l'Iran, "le problème iranien" plus précisé- par Houchang NAHAVANDI ancien recteur de l'Université de Téhéran, ancien ministre

aujourd'hui. Tout changea malheureusement avec l'épisode de Neauphle-le-

Château et l'accueil qui fut organisé de concert avec d'autres pays il est vrai, et surtout avec les États-Unis de Carter, au personnage que l'on connaît.

« Il est difficile de comprendre pourquoi le président Giscard d'Estaing accorda tant de bienveillance et de moyens à ce faux prophète (Khomeyni),

écrivait il y a quelques années Maurice Druon (*Le Figaro* 12/12/2004). L'essor de l'islamisme radical date de là ». "On" croyait que l'Iran allait enfin connaître la stabilité, mais aussi la démocratie, le progrès et l'authenticité. Il est vite devenu un des principaux foyers de trouble dans le monde où sévit un régime totalitaire particulièrement malfaisant et rétrograde. Il est heureux que le nouveau président français l'ait reconnu clairement dès le premier soir de son élection.

La communauté internationale doit y faire face à présent. On a semé le vent, on récolte la tempête.

Crise du nucléaire

La maîtrise de la technologie nucléaire est un droit inaliénable de la nation iranienne. Elle n'est pas négociable et ne pourra l'être par aucun régime. L'Iran doit pouvoir produire de l'énergie nucléaire pour couvrir ses besoins, malgré les réserves de pétrole et de gaz, par définition non renouvelables, dont il dispose. Ce processus avait déjà commencé et était largement avancé avant la révolution. Les deux centrales nucléaires de Bouchehr, sur le golfe Persique, étaient achevées à 80 % et celles d'Ah-waz, dans le Khouzistan à 20 %. La révolution en a interrompu l'avancement et entrepris la destruction pour recommencer dix ans plus tard.

Cela se faisait alors dans le cadre du traité international sur la non prolifération dont la diplomatie iranienne, alors dirigée par la charismatique Ardéchir Lahédi, avait été un des principaux artisans. Par la suite, c'est un diplomate iranien qui présida pendant quelque temps le Conseil des gouverneurs de l'agence de Vienne.

Tout laisse à penser que l'ambition actuelle du régime de Téhéran va bien au delà du nucléaire civil et que le processus de fabrication des armes atomiques est bien avancé.

L'Iran, en tant que nation indépendante et État souverain, en a-t-il le droit ? Pourquoi pas, disent certains. Beaucoup de pays en disposent, dont certains dans la région comme l'Inde, le Pakistan et Israël.

L'Iran, en a-t-il besoin ? Certes pas. Il n'est menacé

L'objectif actuel de l'Iran est de sanctuariser le régime, de disposer d'un instrument de chantage et de menace pour poursuivre la politique de terreur et de subversion.

On fait parfois remonter le début de ces relations à l'époque de François 1^{er} ou de Henri IV. En fait, c'est sous Richelieu, en 1626, qu'elles prirent un tournant décisif. La France ne quittera désormais plus la scène iranienne. L'Iran sera de plus en plus connu en France. Le grand homme d'État français conseillé par le père Joseph, avait envisagé un partenariat stratégique avec l'Empire perse alors à l'apogée de sa puissance et de son rayonnement. Shah Abbas, que l'on appelait déjà, et à juste titre, "le grand", empereur d'Iran depuis 1587, avait accueilli l'initiative française avec enthousiasme.



Les relations entre la France et l'Iran prirent un tournant décisif sous Richelieu, en 1626...

La mort du "grand roi", en 1629, fit échouer le rêve des deux visionnaires. Mais les deux pays ne se quittèrent plus. Avec des hauts et des bas. Depuis la fin du XIX^e siècle, la France n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans la modernisation de l'Iran.

Au cours des années d'avant la révolution islamiste, le partenariat économique entre les deux pays était particulièrement fructueux. La langue française retrouvait peu à peu la place privilégiée qui avait été la sienne pendant des décennies. De nombreux établissements culturels et l'université franco-iranienne Avicenne à Hamadan en étaient de remarquables illustrations. Ils n'existent plus au-

La nouvelle crise libanaise

Depuis des jours, le nord du Liban est de nouveau à feu et à sang. Du fait d'un groupe islamiste radical agité, armé et financé par la Syrie sans doute avec la bénédiction de l'Iran son principal allié dans la région.

Que cherche la Syrie? Empêcher la création d'un "tribunal à caractère international" pour instruire et juger l'assassinat, il y a deux ans, de Rafiq Hariri dans lequel certains de ses dirigeants pourraient être impliqués. En rallumant l'animosité entre Libanais et Palestiniens vivant dans ce pays.

Damas cherche à déstabiliser le Liban et se doter d'un atout dans le marchandage compliqué actuel avec l'Occident, les États-Unis et la France surtout.

Au moment où nous écrivons, ce lundi matin, la bataille continue à faire rage entre l'armée libanaise et les islamistes barricadés à Nahr-el-Bared, ce camp palestinien vidé, heureusement, de la quasi-totalité de ses habitants. Il y aurait officiellement plus de cent morts et des centaines de blessés. En fait bien plus.

Sur la frontière libano-israélienne, le feu couve également. Les armes livrées par Téhéran au Hezbollah transitent de Syrie, où elles sont acheminées par voie aérienne, vers le Liban. Le gouvernement de Beyrouth est impuissant à y faire obstacle. Les forces de l'O.N.U. ferment les yeux pour "acheter" une paix précaire.

par **Pascal NARI**

Quand les intérêts iraniens et syriens l'exigent, les milices du Hezbollah, à nouveau surarmées, rallumeront le feu. Le moment pourrait être proche. La crise du nucléaire iranien d'un côté, l'élection présidentielle au Liban de l'autre.



La mosquée Rafic Hariri à Beyrouth

Le moment est venu de réagir vigoureusement. En mettant Damas devant ses responsabilités. En mettant obstacles aux ingérences de Téhéran dans la région. Le Liban est devenu otage de ces deux puissances. Il faut le libérer. La France et les États-Unis, les deux grandes puissances impliquées au Liban, qui agissent heureusement en harmonie dans ce pays, ont fort à faire.

Il s'agit du sort du Liban et de l'équilibre de la région.

Comment sortir le Liban du chaos ?

Qui est vraiment le général Aoun ? Ses partisans, nombreux en France, le considèrent comme le sauveur du Liban, alors que ses détracteurs l'accusent d'être avide de pouvoir et d'être prêt à toutes les compromissions jusqu'à s'être allié avec la Syrie.

Le personnage ne peut laisser indifférent, tant son parcours est surprenant : officier supérieur de l'Armée libanaise, Premier ministre et chef d'État effectif du Liban en 1988-1990, puis leader depuis la France de l'opposition anti-syrienne jusqu'en 2005, avant de retourner au Liban et de participer à l'opposition au gouvernement, en prenant parfois des positions paraissant en rupture avec ses combats antérieurs.

Alors que combats et attentats continuent à endeuiller le Liban, il est plus que jamais important de s'interroger sur les raisons qui mènent régulièrement ce pays, allié de la France depuis saint Louis, à sombrer dans le chaos, et comment l'en sortir. Michel Aoun y réfléchit dans son dernier ouvrage, et dans cette suite d'entretiens accordés au journaliste français Frédéric Domont, appelle à une refondation du Liban.

La guerre "incivile"

Le Liban est un État communautariste par excellence, puisque chaque citoyen vote à l'intérieur de sa communauté, pour élire des

représentants dont la répartition est strictement organisée selon leur origine religieuse. Ce système, qui régit le Liban depuis son indépendance, est, selon le général Aoun, une des raisons du ma-



Le général Aoun lors d'une réunion au palais des Congrès à Paris

rasme actuel. Ce dernier voudrait faire sortir son pays du confessionnalisme. Il récuse la théorie de Huntington du "choc des civilisations", au profit d'une tentative de faire coexister les différentes communautés, dans un État réellement laïc. C'est pour sortir de la logique de guerre incivile, et entrer dans une logique d'union nationale, qu'il dit avoir signé un document d'entente avec le Hezbollah, et que, dans un but d'unité nationale, il l'a soutenu lors de la

guerre contre Israël en juillet dernier. Une union du Liban lui permettrait alors de cesser d'être un "État tampon", amortissant à ses dépens les conflits régionaux du Proche-Orient.

Cette vision est évidemment loin de faire l'unanimité au Liban, d'autant plus que le système confessionnel favorise une classe politico-affairiste (une alliance de féodaux et de marchands), directement issue des milices de la guerre incivile des années 1970-80, qui profite d'une corruption endémique. De plus on pourrait craindre que l'influence de la communauté chrétienne sur la politique ne baisse, car celle-ci semble être surévaluée par rapport à son poids démographique réel. En outre, le Hezbollah fait peur, à cause de ses rapports avec la Syrie et l'Iran. De mystérieux attentats, systématiquement imputés à la Syrie, viennent régulièrement rappeler aux populations que les hostilités ne sont pas totalement finies.

Les entretiens ne se limitent pas à ces questions, puisque ils abordent également les projets économiques. Bien que l'auteur s'en défende, il s'agit effectivement entre autres d'un "livre programme" en vue des élections présidentielles qui doivent se dérouler en septembre prochain.

Philippe ALEYRAC

* Général Aoun : Une certaine vision du Liban. Entretiens avec Frédéric Domont. Éd. Fayard, 252 pages, 18 euros.

par aucun pays depuis la chute de l'empire soviétique et l'élimination de l'Irak en tant que pays organisé et puissance régionale.

Si le régime actuel s'est lancé dans cette périlleuse aventure, ce n'est guère, me semble-t-il, pour attaquer Israël bien que quelques énergumènes au sommet du pouvoir à Téhéran puissent y penser.

L'objectif est de sanctuariser le régime, de faire peur, de disposer d'un instrument de chantage et de menace pour poursuivre, à l'abri, la politique de terreur à l'intérieur et de subversion à l'extérieur. Comme la Corée du Nord dont le précédent devrait faire réfléchir.

Voilà le danger. Il est beaucoup plus grand que l'utilisation directe, totalement inimaginable de l'arme nucléaire. Regardons ce qui se passe en Irak, au Liban, en Palestine, en Afghanistan, pour constater le pouvoir de nuisance des dirigeants de Téhéran. La république islamique, n'en déplaît à M. Douste-Blazy, qui l'avait imprudemment déclaré lorsqu'il était au Quai d'Orsay, ne joue pas dans la région « un rôle de stabilisation ». Bien au contraire.

Il faut empêcher ce régime de posséder l'arme nucléaire. Non, certes par une intervention militaire, heureusement écartée. L'enfer irakien semble alors en comparaison un paradis aux envahisseurs. Heureusement la France y est opposée.

Des "frappes chirurgicales", hypothèse qui n'est pas écartée, n'auront d'autre effet que la consolidation du régime. Je crois

fermement, et je ne suis pas le seul, que par leurs provocations et leur aventurisme, certains dirigeants de Téhéran cherchent cette issue. Qu'importe pour eux les dévastations et les morts. Cela leur permettra de perdurer. Les régimes révolutionnaires et totalitaires ont souvent cherché les aventures extrêmes pour masquer leur faillite et leurs difficultés.

La solution est politique.

Les provocations anti-sémites

Les déclarations officielles des dirigeants du régime dans ce sens ne font que répéter ce que Rouhollah Khomeini disait haut et fort dès Neauphle-le-Château et même avant. On ne voulait pas alors entendre. Le personnage n'était-il pas alors l'idole des biens-pensants occidentaux ?

L'anti-sémitisme et l'anti-sionisme sont des sentiments et des attitudes totalement étrangers aux traditions et à la culture iraniennes. Depuis des millénaires, Persans et Juifs ont vécu ensemble et sans heurt. L'empire perse avant l'islam a toujours protégé le peuple juif. Cyrus-le-Grand en avait été le libérateur après la conquête de Babylone. Dès la création de l'État d'Israël, il a été reconnu de facto par l'Iran. Les relations entre les deux pays ont été excellentes jusqu'à la révolution.

Le discours nazislamiste de quelques dirigeants de Téhéran, et le négationisme

ridicule affiché par le régime, n'ont d'autre objectif que de subvertir une partie de l'opinion arabe que la république islamique croit pouvoir ainsi attirer dans son giron, bien que l'Iran ne soit pas un pays arabe. Ce n'est pas un discours iranien. L'Iran, qui a toujours soutenu les droits légitimes du peuple palestinien, n'a aucun contentieux avec l'État d'Israël, encore moins avec le peuple juif.

Quel rôle pour la France ?

Tant que le régime actuel ne connaîtra pas une véritable évolution-abandon de la théocratie, dissolution des milices et des tribunaux révolutionnaires, abrogation de toutes les ségrégations, respect des droits fondamentaux, retour des millions d'exilés... - ou ne changera pas, rien ne sera réglé. Le danger subsistera.

La France officielle a malheureusement donné l'impression ces dernières années d'une "compréhension" excessive à l'égard du régime de Téhéran. Sentiment anti-américain répandu dans certains milieux ? Influence d'une certaine gauche intellectuelle qui avait soutenu l'islamisme radical et qui n'a pas le courage et l'honnêteté de se déjuger ? Intérêts de quelques grandes sociétés ? Un peu de tout cela probablement.

Que l'on souhaite "sauvegarder des parts de marché", faire "des affaires", rien de plus légitime. Que cela se transforme en unique

moteur de la politique de l'État, ou en donne l'impression, n'est pas digne de la France.

Le régime de Téhéran affiche et pratique une idéologie en retard d'au moins cinq siècles sur l'Histoire. Il dispose, hélas, de la technologie et des moyens du XXI^e siècle pour la mettre en œuvre. Dans sa marche vers nulle part, voilà la terrifiante menace.

Mieux que tout autre pays, la France, sans même sacrifier ses intérêts mercantiles immédiats, pourrait aider les Iraniens à faire évoluer, voire changer, le régime actuel et mobiliser également la communauté internationale dans ce sens.

L'Iran redevenu libre n'aura nul besoin d'armes de destruction massive. L'Iran pacifique, prospère, laïc, devenu un État de droit fondé sur la souveraineté nationale, sera un partenaire autrement plus fiable que le régime actuel probablement le plus corrompu et le plus répressif du monde. Pour sortir de la crise actuelle, il faudrait avant tout faire confiance aux Iraniens de l'extérieur comme de l'intérieur, regagner leur amitié, les aider politiquement. Cela est possible, cela est faisable, je dirais même que cela est facile.

L'épisode Neauphle-le-Château a été le point de départ de l'islamisme radical. Le monde entier n'en souffre que trop. Il est grand temps de tourner la page, de fermer cette parenthèse dans l'histoire des relations entre la France et l'Iran.

Houchang NAHAVANDI

Une politique étrangère pour la France

Par delà les agitations électorales, le Forum pour la France poursuit ses travaux avec pour objectif d'élaborer une doctrine nationale axée sur la sauvegarde de la souveraineté de la France, fondement de nos libertés.

Le Forum pour la France poursuit sa réflexion sur la définition d'une politique nationale.

En ouvrant la séance du 16 mai, à l'Assemblée nationale, le secrétaire général **Henri Fouquereau** a donné la parole à **Jacques Myard** pour faire le point après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Le député des Yvelines, qui ne renie rien de ses convictions souverainistes, a tenu des propos relativement optimistes. « **Nous sommes en train de gagner la bataille** » a-t-il souligné, s'appuyant sur trois arguments : 1) le retour des valeurs qui ont fait la France, 2) le retour de l'État (échec aux ultra-libéraux), 3) le retour de la nation, à tel point que Jacques Chirac lui-même, dans son discours d'adieu aux Français lui a fait une large place, ce qui n'était pas le cas depuis longtemps dans ses propos publics.

Cependant, a souligné Jacques Myard, « **l'essai n'est pas encore transformé** ». Il a incité Nicolas Sarkozy à présenter aux Français un « **projet national** ». Il estime que l'Union européenne, conçue dans les années 1950, doit être refondue sur d'autres bases. Il n'y a rien à sauver du traité constitutionnel. Jacques Myard compte bien maintenir sa vigilance dans la prochaine assemblée pour que Nicolas Sarkozy reste fidèle aux orientations nationales qu'il a indiquées dans sa campagne électorale.

Les critères fondamentaux

L'ambassadeur **Pierre Maillard**, qui présidait la séance, a rappelé ensuite dans une solide communication les bases d'une politique extérieure française. Les critères fondamentaux, selon lui, sont :

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ? Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 2

1) **Le concept d'indépendance**, qui n'exclut pas la reconnaissance de certaines interdépendances,

2) **La notion d'intérêts** : il y a des intérêts communs à plusieurs pays, mais aussi des intérêts spécifiques à tel ou tel pays,

3) **l'exclusion des idéologies** : elles ne doivent pas intervenir dans la définition d'une politique extérieure ; l'ingérence pour défendre les "valeurs démocratiques" n'est pas justifiée et peut cacher d'autres objectifs.

4) Il convient de prendre en compte **les menaces** pesant sur les différents pays : non seulement les menaces militaires, mais aussi les menaces économiques, les menaces démographiques (auxquelles, dans une intervention, l'ambassadeur **Albert Salon** a ajouté les menaces culturelles, par exemple sur la francophonie). L'ambassadeur Maillard a souligné l'impérialisme du capitalisme international qui tend à se substituer aux capitalismes nationaux.

5) **La vocation mondiale de la France** doit être, elle aussi, un des éléments d'une politique extérieure de la France qui doit préserver ses zones d'influence. L'outre-mer français est un facteur important dans ce rayonnement mondial de notre pays.

6) **Le vaste domaine culturel de la France** doit être préservé ; il n'a pas de limites.

En conclusion, Pierre Maillard a déploré l'excessive timidité de la diplomatie française et souhaité une vision intelligente d'une action fondée sur la nation.

Le Forum pour la France a encore entendu des communications de **Pierre Hillard** (sur les projets d'intégration des États du Sud de l'Union européenne) et de **Henri Fouquereau** (sur la politique de défense).

Pierre-Marie Gallois a traité pour sa part de la prolifération nucléaire qu'il a liée à la quête générale d'énergie dans le monde en raison de la diminution des ressources fossiles. « **À la fin du siècle, la part du nucléaire dans le bilan énergétique pourrait atteindre 52 %** ».

Quant au nucléaire militaire, la prolifération, selon un optimisme raisonné, pourrait être « **un facteur de stabilité plus que d'inquiétude** ». En revanche, « **la dissémination du savoir et surtout des matériaux fissiles est dangereuse dans la mesure où pourrait en tirer parti, sinon un individu du moins un pays ou un réseau de terroristes. Le terrorisme est à la fois partout et nulle part, et il ne poursuit pas d'objectifs où le neutraliser présentement, alors que les États, facteurs de stabilité, sont de faciles cibles pour les repréailles.** » Le général Gallois souhaite une entente à l'échelle mondiale pour neutraliser ce terrorisme.

Pierre PUJO

Max Gallo élu à l'Académie française

L'écrivain Max Gallo a été élu le jeudi 31 mai dernier au fauteuil de Jean-François Revel par 15 voix contre 5 au journaliste Claude Imbert. Romancier prolifique, né à Nice d'une famille d'origine italienne, Max Gallo, aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans, aura mené de front ses travaux d'écriture et une vie politique.



D'abord républicain intransigeant et défenseur du robespierrisme, il fut député socialiste des Alpes-Maritimes et secrétaire d'État de François Mitterrand. Chantre de Napoléon, Victor Hugo et Charles De Gaulle, il est devenu au fil du temps, à la façon d'un Charles Péguy ou d'un Marc Bloch, un adepte de la continuité de l'histoire de France, de

Clovis à nos jours. Comme il l'écrivait en 1996 dans *Le Monde* : « **Je ne veux pas admettre la fin de l'histoire nationale. Je lis et célèbre Dante, Shakespeare et Goethe, mais je suis du côté de Chrétien de Troyes, de Corneille et de Diderot. Je ne veux pas d'une figuration virtuelle du passé national : je suis du côté de Sénanque et de Versailles, du côté de Jeanne et de Louis XIV, de Robespierre et de Napoléon, de Moulin et de De Gaulle. Et j'assume Thiers, Céline et Brassillach. Je ne souhaite pas que mon fils cherche du travail en mobil-home dans une Europe dont l'euro serait la seule identité.** » Son retour récent à la foi catholique l'a également fait devenir un défenseur de l'héritage civilisationnel chrétien. Le titre de son dernier essai est éloquent : *Fier d'être français* (Fayard).

Engagé auprès de Jean-Pierre Chevènement en 2002, il a affiché une certaine sympathie pour les élans patriotiques de Nicolas Sarkozy lors des récentes élections présidentielles. L'Action française salue, en la personne de Max Gallo, l'élection d'un patriote sincère, d'une rare indépendance d'esprit et d'un grand défenseur de la langue et de la nation françaises.

Pierre LAFARGE



Chants de pèlerinage à Notre Dame

Les pèlerinages de Pentecôte, les 26, 27 et 28 mai, ont comme chaque année, et sous une pluie quasi incessante, rassemblé sur les routes de l'Île-de-France d'immenses foules de tous âges et animées d'un bel enthousiasme. Le traditionnel chapitre Sainte Jehanne de France regroupait les jeunes d'Action française dans le pèlerinage Notre-Dame de Chrétienté, de Notre-Dame de Paris à Notre-Dame de Chartres, sous le thème *Les marcheurs de Dieu*. D'autres de nos amis ont marché avec le Pèlerinage de Tradition entre Notre-Dame de Chartres et la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre sur le thème *Des prêtres pour l'Église*.

Il est maintenant nécessaire, pour ceux qui ont marché ou se sont unis aux marcheurs d'intention, de prolonger cette ambiance exaltante et si peu commune dans le monde matérialiste actuel. Pour ce faire, rien n'est plus indiqué que d'écouter le dernier CD du Chœur Montjoie Saint-Denis *Chants de pèlerinage à Notre Dame*. Toutes les prières, invocations, supplications montées vers le Ciel pendant ces trois jours s'y retrouvent, chantées, comme dit le chef du groupe Jacques Arnould, « **de tout cœur et à pleine voix** » dans le seul but de plaire à Notre Dame, d'aider



à mieux l'aimer et à la servir. Et le souci de la France, notre pays dont elle est la Reine, n'est jamais absent de ces cantiques venus pour certains du fond des âges.

Ajoutons que le livret présentant ces trente-six cantiques populaires, conçu et coordonné par notre ami Jean-Baptiste Chauviel, est fort joliment illustré de photos de pèlerins, d'images de lieux saints, de statues et de tableaux qui reflètent la ferveur mariale de notre pays.

À se procurer sans tarder et offrir généreusement !

M.F.

* **Chœur Montjoie Saint-Denis : Chants de pèlerinage à Notre Dame. CMSD, Chez Valérie, 21 rue Campagne Première, 75014 Paris. Le CD : 18 euros.**

Renseignements : www.choeur-montjoie.com

HERGÉ AURAIT CENT ANS

On aurait fêté les cent ans de Georges Rémi (dit Hergé) le 22 mai dernier, si ce dernier ne nous avait pas quittés en 1983. Au cours de sa carrière, le dessinateur belge aura publié vingt-quatre aventures de Tintin, vendues à 147 millions d'exemplaires, et traduites dans cinquante-trois langues.

Hergé avait commencé sa carrière dans Le boy scout belge, avant de créer le supplément jeunesse du quotidien conservateur catholique Le XX^e siècle à la fin des années 20. Ses dessins pour le journal collaborationniste Le soir, et son amitié de jeunesse pour Léon Degrelle, le fondateur de Rex, lui ont valu quelques ennuis à la Libération. Cependant, son grand talent et sa popularité devaient lui permettre de continuer à publier après guerre, et de fonder le journal de Tintin. Sans jamais renier ses amitiés, et en refusant de s'impliquer dans la politique, il continuera alors d'écrire des bandes dessinées, même si des problèmes de santé ralentissent son travail.

Les aventures de Tintin forment un portrait vivant du monde au milieu du XX^e siècle. On y croise Henry de Monfreid, des services secrets soviétiques, des guérilleros sud-américains, et surtout une bien sympathique monarchie imaginaire, la Syldavie, synthèse de différents pays balkaniques, que Tintin ne manquera pas de secourir, lors d'une tentative ratée d'Anschluss. Une lecture monarchiste et maurassienne de l'œuvre d'Hergé est d'ailleurs possible (cf AF 2000 n° 2629 du 15 mai 2003)

Bien que, fait rare dans la bande dessinée, Hergé ait interdit la reprise de son personnage, l'engouement pour ce jeune globe-trotteur redresseur de torts ne cesse pas. La fondation Hergé, dirigée par la veuve du dessinateur, garde jalousement le temple, mais travaille aussi activement à la promotion de l'œuvre. Ainsi, une adaptation cinématographique en trilogie devrait voir le jour, sous la direction de Steven Spielberg et de Peter Jackson. Ce projet aboutit alors que la première prise de contact entre le cinéaste et Hergé avait eu lieu en 1982, et que les dernières adaptations des aventures de Tintin au cinéma remontaient aux années 60. Les cinéastes promettent que la technique d'animation utilisée pour ces films serait du jamais vu, ce qui ne peut qu'éveiller la curiosité des tintinophiles.

Parallèlement, la première pierre du futur musée Hergé vient d'être posée à Louvain la neuve, à trente kilomètres de Bruxelles. Le bâtiment, très avant-gardiste, devrait abriter collections et expositions temporaires, et ouvrir en 2009.

Philippe ALEYRAC

Fantasmagorique histoire romaine

Longtemps à la base de toute culture, l'histoire romaine a été victime, au fil des siècles, des relectures qu'en faisaient les générations successives, de sorte qu'il est difficile, sous le flot des interprétations orientées, de retrouver une vérité insaisissable. Cependant, ce que nous croyons savoir des Romains peut s'avérer révélateur, non de leurs façons de penser, mais des nôtres.

Vertus rigides

Caton l'Ancien n'est pas, tant s'en faut, la figure la plus attrayante dans la galerie des hommes illustres. Notre époque, il est vrai, n'aime pas les vertus trop rigides et le Censeur offre précisément l'un de ces exemples, admirables mais par trop austères, qui rebutent le commun. Il est pourtant, et par essence, représentatif de ce que fut Rome en ses débuts, avant que les conquêtes et leur afflux de richesses et d'esclaves, fussent venus corrompre les mœurs antiques et bouleverser en profondeur le tissu social ainsi que les mentalités. Le vieux Caton l'avait compris, d'ailleurs, qui ne cessa de mettre ses contemporains en garde contre la tentation du luxe et de la facilité qui les menaçait. Est-il, précisément, en cela, un homme d'aujourd'hui apte à nous parler des problèmes de notre temps ?

Eugenio Corti en est persuadé puisqu'il propose de Marcus Porcius Cato une biographie romancée sous la forme, justement, la plus moderne possible, à savoir un scénario cinématographique. Parti pris littéraire un peu dérangeant, qui fractionne l'intrigue en tableaux, remplace les descriptions par des jeux de scène et des indications destinées aux caméras, et oblige à recourir constamment au dialogue. Ce que l'on voit avec plaisir ne se lit pas fatalement avec agrément.

Si toutefois vous parvenez à entrer dans le choix de l'écrivain italien, qui ponctue son script de parenthèses érudites concernant tel ou tel personnage, tel ou tel détail historique, reste une fresque superbe, et remarquablement documentée sur cet instant crucial des guerres puniques, où Hannibal commet l'erreur de s'abandonner aux délices de Capoue et assure sans le comprendre la victoire de Rome sur Carthage. Victoire paradoxale comme le perçoit Caton, incarnation d'un monde rural et guerrier, ami du travail et ennemi de l'argent, qui ne survivra pas à son triomphe et en surgira si profondément modifié qu'il en sera méconnaissable. Tout le problème étant de savoir si le destin de Rome était de demeurer une ville du Latium pétrie de vertus antiques, ou de devenir la *caput mundi* et d'en payer le prix...

Textes antiques

Le drame de César, cent ans plus tard, fut-il d'avoir été le seul à tirer toutes les conclusions politiques et sociales des bouleversements survenus au cours du siècle écoulé et admis que les institutions républicaines ne corres-

pondaient plus aux nécessités de l'Empire ? Sans doute, et il en mourut car les héritiers de l'ordre ancien, le prenant pour la cause de la crise quand il n'en était que le produit, crurent tout restaurer en le supprimant. C'est le propre du génie d'appréhender la réalité mieux et plus vite, mais, si cela fait de Caius Julius l'un des personnages les plus fascinants de l'histoire, cela ne le rend pas toujours sympathique.

Rien d'étonnant, donc, à ce que sa bibliographie soit l'une des plus impressionnantes et des plus fournies. Mais, par la force des choses, les biographes modernes ne peuvent que recopier à l'infini des sources antiques, en les agrémentant d'interprétations et de commentaires de leur cru, qui se ressentent des idéologies de leur temps. Bien connus des spécialistes qui s'y réfèrent constamment, ces textes fondamentaux le sont moins du grand public, rebuté par la difficulté de se les procurer, ou l'aridité qu'il leur soupçonne. Jean Malye a eu l'heureuse idée de réunir l'essentiel de ces auteurs originaux, exception faite de Nicolas de Damas, pourtant proche des événements, et de présenter leurs témoignages de manière chronologique ou thématique.

La véritable histoire de Jules César offre en réalité une vision de ce que les Romains connaissaient du grand homme à travers leurs historiens. La démarche est érudite et précieuse, mais on conservera deux détails à l'esprit : une partie des textes antiques ne nous est pas parvenue, peut-être justement celle qui aurait, tels les mémoires de Marcus Bibulus, beau-fils de Brutus, ou ceux de Messala, apporté à l'histoire un éclairage très différent de la version officielle ; quant aux textes en notre possession, qu'il s'agisse du corpus césarien ou des historiens antiques, ils sont soupçonnables, autant que les modernes, de partis pris et de propagande. L'histoire est définitivement une science trop humaine pour se prétendre honnête et véridique en tout.

Feuilleton

Cela, Alexandre Dumas, auquel nous devons l'une des meilleures biographies de César, le savait. En publiant, en 1860, en feuilleton des *Mémoires d'Horace*, dont il n'écrivit jamais, hélas, la seconde partie, il choisissait d'éclairer ces heures troublées de l'agonie de la République à travers une personnalité libre, et qui, idéaliste comme on l'est à vingt ans, avait justement choisi le camp des tyrannicides avant, au lendemain de Philippe, de rallier celui d'Octave et de devenir plus tard, grâce à Mécène, son protecteur, l'un des chantres de ce Principat qu'il réprouvait en sa prime jeunesse.

Au vrai, Quintus Horatius Flaccus sert ici d'abord de commode prête-nom et Dumas l'oublie sou-

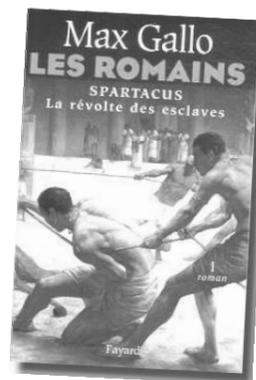
— par —
Anne BERNET

vent en chemin, emporté qu'il est par les événements historiques relatés. Il y revient à l'occasion pour le faire disserter sur la poésie et la littérature, longuement car il ne faut pas oublier que le cher Alexandre était payé à la ligne... Ce ne sont pas les meilleurs morceaux de l'œuvre. On aurait tort cependant de boudier son plaisir car on trouve aussi dans ces pages de merveilleuses descriptions du quotidien, une découverte de Rome par le jeune provincial qui devrait figurer dans les anthologies, et un hymne à la latinité comme seul Dumas pouvait en écrire. Et ce texte étonnant était demeuré inédit depuis presque cent cinquante ans !

Roman-fleuve

Max Gallo, lui aussi auteur de romans-fleuves, vient de publier, dans une veine très dumasienne, et en cinq tomes, une suite intitulée *Les Romains* qui, de 73 avant notre ère à 363, c'est-à-dire de la guerre servile à la mort de Julien l'Apostat, retrace ce profond retournement des consciences que Daniel-Rops appela justement « la révolution de la Croix ». Max Gallo s'est converti, et son œuvre avec lui ; le romancier n'en a pas souffert, tout au contraire, car ses livres y ont gagné une profondeur nouvelle, sans le priver de ses capacités critiques. Mieux encore, ses doutes ou ses ricanements d'autrefois lui ont servi ici à pénétrer, comme un autre n'aurait pu le faire, les mentalités de ses personnages, eux-mêmes confrontés au pari de la foi.

Donc, sur quatre siècles, des hommes d'une même famille, les Fuscii Salinatores, vont se retrouver face aux drames de leur époque, à la terrible brutalité qui paraissait être à jamais l'unique réponse de l'ordre romain devant ses opposants, à la peur qui régissait cet univers impitoyable ; et soudain à l'autre voie offerte par les chrétiens. Des chrétiens, au demeurant, pas toujours à la hauteur du message dont ils se trouvaient les fragiles dépositaires.



Voici Gaius Fuscus Salinator, jeune officier prisonnier de Spartacus qui se voit promettre la vie sauve et la liberté s'il accorde sa protection à l'épouse du général des esclaves et promet d'écrire, sous sa dictée, la véritable histoire du Thrace ; l'effroyable massacre des révoltés, les six mille croix que Crassus plantera le long de la Via Appia afin de rappeler que l'on ne défie pas Rome, ouvriront dans l'âme de ce premier personnage des gouffres d'interrogation qu'il saura transmettre à sa descendance.

Puis Serenus Salinator, le petit-fils, contemporain de Caligula, de Claude et de Néron, témoin de plus en plus effaré des agissements des Julio-Claudiens, ami de

Sénèque dont il ne parvient plus à partager les vues politiques et la justification complaisante du crime. Tout cela prétexte à un très flamboyant, et très juste, portrait de Néron, nuancé et douloureux. C'est ce même Serenus que l'on retrouve affronté aux horreurs de la guerre de Judée, perpétrées par le doux Titus, « les délices du genre humain »...

Encore un siècle, et paraît un nouveau descendant, Julius Priscus, proche de Marc Aurèle, qui n'oubliera jamais, sans parvenir à se l'expliquer, le supplice de Blandine et des martyrs de Lyon, ni cette « folle obstination » des chrétiens, comme disait l'empereur stoïcien. Paradoxalement, Marcus Salinator, ultime héritier de ces hommes qui, tous, ont approché la vérité du Christ, choisira, lui, de s'en détourner pour revenir au vieux culte solaire, tandis que Constantin fait triompher ce signe de la Croix qui obséda ses aïeux.

Car, et c'est la grande habileté de Gallo, il ne verse pas dans le roman apologétique et, pour se convertir ou s'en approcher, ses héros n'en demeurent pas moins des hommes, et des hommes de leur temps, capables du pire bien plus souvent que du meilleur. En quoi ils apparaîtront proches, accessibles et compréhensibles aux lecteurs modernes.

* **Eugenio Corti** : *Caton l'Ancien. Fallois-L'âge d'homme*, 390 p., 22 euros (144,31 F).

* **Jean Malye** : *La véritable histoire de Jules César. Les Belles Lettres*, 450 p., 25 euros (163,98 F).

* **Alexandre Dumas** : *Mémoires d'Horace. Les Belles Lettres*, 355 p., 25 euros (163,98 F).

* **Max Gallo** : *Les Romains. I Spartacus et la révolte des esclaves ; II Néron, le règne de l'Antéchrist ; III Titus, le martyre des Juifs ; IV Marc Aurèle, le martyre des chrétiens ; V Constantin, l'empire du Christ. Fayard, chaque tome entre 350 et 480 p., chaque tome 20 euros (131,19 F).*

LUS AUSSI

● **Emma Locatelli** : *LE SCANDALEUX HÉLIOGABALE*

Le sous-titre de ce roman historique, bien fait au demeurant et bien documenté, « empereur, prêtre et pornocrate », résume à la perfection ce que furent la vie et le règne de ce souverain syrien adolescent imposé à Rome par sa grand-mère, la redoutable Julia Maesa, belle-sœur de Septime Sévère qui, à la mort de Caracalla, amena sa descendance à la pourpre en la faisant passer pour héritière légitime de la dynastie sévérienne ; il résume aussi le contenu du livre.

Tout cela correspond à une réalité sulfureuse, si tant est que l'on puisse se fier à l'auteur de l'Histoire Auguste, qui plongeait les Romains dans une stupeur horrifiée, mais le lire implique six cents pages de déviances sexuelles et de perversions diverses complaisamment décrites. Il s'agit donc d'un roman réservé à un public très averti, qui se lassera peut-être en route, car rien n'est plus répétitif que ce type de littérature.

* *Nouveau Monde*, 600 p., 22 euros (144,31 F).

● **Régis F. Martin** : *LES DOUZE CÉSARS*

Suétone, Tacite, et les modernes après eux, qui oubliaient que leurs grands prédécesseurs latins étaient aussi de dévoués propagandistes des Antonins, ont voulu faire des Julio-Claudiens et des Flaviens, sans oublier Galba, Othon et Vitellius, une

étonnante galerie de malades mentaux, de tarés et de pervers victimes tantôt de troubles héréditaires, tantôt de l'ubris, cette démesure du pouvoir absolu qui rendrait fou. Qu'y a-t-il de vrai dans cette légende noire, née souvent d'une incompréhension totale de comportements à l'époque jugés normaux ? Telle est la bonne question que se posa Régis Martin dans cette étude parue aux Belles Lettres en 1991 et devenue un classique aujourd'hui réédité en édition de poche qui analyse, cas par cas, thème par thème, la personnalité et les pathologies d'hommes beaucoup moins déments que l'on se plaît à l'imaginer.

* *Perrin-Tempus*, 480 p., 10,50 euros (68,87 F).

● **Sénèque** : *LETTRES À LUCILIUS, livres III et IV*

Sans doute Lucius Annaeus Seneca ne fut-il pas toujours, dans sa vie quotidienne et son œuvre politique au côté de Néron, aussi grand qu'on le voudrait. Son œuvre philosophique demeure pourtant l'une des plus nobles expressions du stoïcisme, dont les Pères de l'Église ont pu dire : « elle est si souvent nôtre ». Texte des dernières années, ces lettres à Lucilius, dont deux livres sont ici offerts en édition bilingue, sont admirables et devraient, à l'instar du *De Providentia*, présenté d'ailleurs dans la même précieuse collection de poche, appartenir à toute bibliothèque digne de ce nom.

* *Classiques en poche, les Belles Lettres*, 120 p., 8 euros (52,47 F).



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



CAMP MAXIME REAL DEL SARTE 2007

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ACTION FRANÇAISE



**Au château de Lignières (Cher)
Du vendredi 17 août
au dimanche 26 août**

Le CMRDS est ouvert à tous les jeunes
entre 15 et 35 ans, désireux de se former
à la politique nationaliste et royaliste.



Prix : 140 euros jusqu'au 30
juin ; 160 euros après.
Dix jours, nourriture et
hébergement compris.
Pour les intermittents du
camp le tarif est de
20 euros par jour.
Tarif spécial pour les
groupes, à partir de trois
inscriptions : 120 euros par
personne au lieu de 140.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Camp Maxime Real Del Sarthe
c/o PRIEP
10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris
<http://cmrds.actionfrancaise.net>
cmrds@actionfrancaise.net
06 80 56 37 29
Chèques à l'ordre du CMRDS



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET
CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRETARE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION :
MLLE DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

Le château de Lignières (Cher)



25 ans sous la bannière de sainte Jehanne de France

■ Ces trois jours de Pentecôte, le chapitre Sainte Jehanne de France, emmené par Hugues de Malval, fêtait ses vingt-cinq ans en même temps que le pèlerinage Paris-Chartres organisé par Notre-Dame de Chrétienté. Amis, anciens et jeunes militants de l'Action française ont marché en union

de prière avec l'ordre des Annonciades, fondé par sainte Jehanne de France, et porté les intentions du mouvement et de leurs membres. L'ambiance excellente et la marche difficile par un temps froid et humide laissent présager une pluie de grâces.

P.A.



LE MONDE ET LA VILLE

MARIAGE

● Nous annonçons avec joie le prochain mariage d'**Édouard CHAMPION**, fils de nos amis Philippe et Christine Champion, conférenciers des camps Maxime Real del Sarthe, avec **M^{lle} Anne Claire JOULIE**, ancienne des cercles d'AF du lycée Henri IV et de la Sorbonne.

Nous présentons nos vœux de grand bonheur aux futurs époux et nos bien vives félicitations aux parents.

● Nous apprenons avec joie le mariage de **Éloïse MICHEL**, fille de notre ami Michel Michel, conférencier d'Action française, et de son épouse Françoise, avec **M. Vincent JALOUX**.

La messe de mariage sera célébrée le samedi 23 juin 2007 à 16 h 30 en la collégiale Saint Ours de Loches (Indre-et-Loire). Le consentement des époux sera reçu par l'abbé Guillaume Seguin.

Nous présentons tous nos vœux de bonheur aux futurs époux et nos amicales félicitations aux parents, nos amis M. et M^{me} Michel Michel.

MESSE

● Une messe sera dite le **samedi 9 juin 2007** à 11 heures en l'église Saint-Thomas d'Aquin, place Saint-Thomas d'Aquin, pour le repos de l'âme du **général Raoul SALAN** (1899-1984) et de tous ceux qui, étant sous ses ordres, sont tombés pour la France.

● **S.O.S. TOUT PETITS. Samedi 9 juin 2007**, à 14 h 30, Place Saint-Michel, Paris 5^e et 6^e (métro Saint-

Michel), prière de réparation, d'intercession et de conversion.

* Renseignements : SOS Tout-Petits, 11 rue Tronchet, 75008 Paris ; www.sos-tout-petits.org

● Deux **CONFÉRENCES**, organisées par Parthénon-Événements et l'association Lys de France, auront lieu le **jeudi 14 juin 2007** à 19 h 45, salle des Sœurs de l'Enfant-Jésus, 3, rue Antoine Bourdelle, 75015 Paris (Métro : Montparnasse) :

- **Jean FOYER**, ancien garde des Sceaux, membre de l'Institut : *La législation royale et le droit canonique* ;

- **Pierre COSME**, professeur à l'université du Panthéon Sorbonne : *Les transformations de l'État romain de Marc Aurèle à Constantin*.

* Participation aux frais : 6 euros. Renseignements : 06 66 61 25 17 www.parthenonfrance.com

● **PRÉSENCE DE LA VARENDE.**

Jeudi 30 juin, Journée La Varende. Rendez-vous à Tillières-sur-Avre (11 km de Verneuil, sur la place de l'église).

- À 10 h 45, visite de l'église (chœur remarquable).

- À 11 heures, visite du château de Montuel, à Montigny-sur-Avre (Eure-et-Loir).

- À 12 h 15, déjeuner à Verneuil au motel Saint-Martin RN 12 (02 32 32 19 88).

- À 15 h 15, visite de l'église et du château de Montigny-sur-Avre.

* Prix du déjeuner + visites : 30 euros par personne. S'inscrire avant le 15 juin à Présence de La Varende, 14250 Tilly-sur-Seulles.

Tél : 02 31 80 84 67 presencedelavarende@wanadoo.fr

ITALIE

Turbulences institutionnelles

Romano Prodi, dont le gouvernement de centre gauche vient de franchir le cap des douze mois d'existence, aurait pu rêver d'un plus agréable cadeau d'anniversaire. Or, non seulement les sondages d'opinion sont cala-

Romano Prodi semble voué à l'illusionnisme, alors que des problèmes cruciaux appellent des réponses rapides et concrètes.

goureux pour le camp gouvernemental, mais la pratique des urnes ne vaut guère mieux, comme l'attestent les élections locales partielles (municipales et provinciales) qui ont commencé à la mi-mai en Sicile, se sont poursuivies les 27 et 28 mai dans sept provinces et 862 communes de la péninsule, et dont les derniers scrutins de ballottage sont fixés aux 10 et 11 juin. Mais l'essentiel est acquis.

La Ligue du Nord débarque à Lampedusa

La tonalité de ces élections a été donnée en Sicile, où les partis de centre gauche ont essuyé un cinglant revers. À l'exception d'Agri-



Luca di Montezemolo, patron des patrons italiens

gente, toutes les grandes villes de l'île, à commencer par Palerme, ont nettement opté pour les partis de droite et du centre fédérés sous la bannière du Pôle des libertés.

Curiosité de ce scrutin, la Ligue du Nord, habituellement peu tendre pour le Mezzogiorno, a réalisé une percée inattendue à Lampedusa, île la plus méridionale d'Italie et qui dépend administrativement de la Sicile. Une élue du parti d'Umberto Bossi est même devenue le premier adjoint au maire. Sa priorité : la lutte contre l'immigration clandestine car, a-t-elle dit, « nous voulons être maîtres chez nous ». C'est en effet sur les rivages de Lampedusa que, depuis des années, vient s'échouer à bord d'embarcations improbables toute la misère du monde. La Ligue du Nord a sans doute trouvé là sa nouvelle frontière.

En Calabre et dans les Pouilles, la droite a également remporté des succès significatifs, souvent grâce à la bonne implantation régionale de l'Alliance nationale, le parti de Gianfranco Fini.

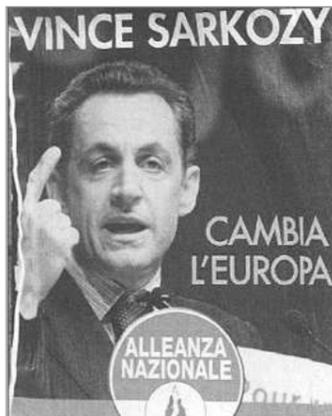
Dissidence septentrionale

Mais c'est dans le Nord industriel que la coalition de centre droit a enregistré ses succès les plus éclatants. Si elle n'a pu déloger la gauche de la mairie de Gênes, elle a fait mieux que regagner le terrain perdu en 2002. De la Lombardie à la Vénétie, les candidats soutenus par Silvio Berlusconi ont récupéré dès le premier tour cinq chefs-lieux de province tenus jusque-là par la gauche, notamment Vérone où s'est imposée avec 60 % des voix la liste

par **Guy C. MENUSIER**

conduite par un jeune militant de la Ligue du Nord.

En raison du caractère partiel de ces élections, le président du conseil Romano Prodi refuse d'y



L'Alliance nationale a célébré la victoire électorale de Nicolas Sarkozy en apposant cette affiche sur les murs de Rome

voir un désaveu national de sa politique. Il n'empêche, des inquiétudes se font jour parmi ses alliés, en particulier du fait de la défiance qui vient de s'exprimer dans la partie la plus dynamique du pays.

La participation électorale a été relativement faible, nombre de députés de la gauche s'étant abstenus. Aussi s'interroge-t-on chez les Démocrates de gauche (ex-PCI) sur la pertinence du projet de Parti démocrate qui, à l'initiative de Prodi, doit rassembler dans une formation unique les anciens communistes et les catholiques de centre gauche.

Tirailé entre les partisans d'une plus large redistribution et les te-

nants de la rigueur budgétaire, entre la gauche exigeant une libéralisation des mœurs et des catholiques encore attachés aux valeurs familiales, Romano Prodi semble voué à l'illusionnisme, alors que des problèmes cruciaux (fiscalité, réforme des retraites) appellent des réponses rapides et concrètes. D'où une avalanche de critiques qui, désormais, touchent au fonctionnement des institutions.

Charge patronale

Les attaques les plus vives contre le régime ne viennent pas de groupuscules radicaux. Non, elles ont été lancées, en pleine campagne électorale, par l'un des hommes les plus écoutés d'Italie, Luca Cordero di Montezemolo, président de la Confindustria (équivalent italien du Medef), patron de Fiat et de Ferrari. Devant l'assemblée annuelle de cette organisation, à Rome, Montezemolo a prononcé une diatribe contre la classe politique, gauche et droite confondues, qui se montre incapable de baisser les impôts et les charges sur les entreprises. Après avoir souligné que le mérite de l'actuelle reprise économique, « encore fragile », revient « aux seules entreprises », Montezemolo a réclamé une réforme en profondeur de l'État, avec changement de constitution et réforme de la loi électorale « pour permettre aux meilleurs de gouverner ».

Inutile de dire que les quatorze ministres, dont le président du conseil, qui garnissaient le premier rang des invités de la Confindustria, ont reçu ces propos comme une douche froide. Blême, Romano

Prodi a quitté les lieux en affirmant que le président du patronat s'était livré à un exercice « purement personnel ».

Pas sûr. Le marquis de Montezemolo est aujourd'hui l'homme le plus populaire du pays, après Silvio Berlusconi. Le leader de Forza Italia, auquel le président de la



Romano Prodi

Confindustria avait dans le passé reproché un manque de rigueur budgétaire, a flairé le danger : « Qui veut prétendre guider le pays doit d'abord solliciter les suffrages du peuple », a lancé Berlusconi, en admettant toutefois que le patronat avait « repris plus de 50 % de nos propositions ».

Prurit sarkoziste

Le contre-pied de Montezemolo a d'autant plus perturbé la droite parlementaire que celle-ci se trouvait alors sous l'emprise d'un effet Sarkozy. C'est à qui, de Berlusconi ou de Fini, s'attribuerait la filiation la plus authentique avec le sarkozisme. À tel point que la fédération romaine de l'Alliance nationale a salué l'élection du nouveau chef de l'État français en placardant des affiches à son effigie.

Prenant de la distance par rapport au jeu des partis, Luca di Montezemolo a précisé qu'il n'avait pas l'intention d'entrer en politique. Disons qu'il se tient en réserve. L'Italie entre dans une nouvelle période de turbulences. ■

LE CRÉNEAU

Le mauvais coup que prépare Sarkozy

● **PAUL-MARIE COÛTEAUX** annonce dans une tribune du FIGARO (19/5/07) les éléments du compromis qui interviendra lors du sommet européen des 21 et 22 juin prochains à la réunion du Conseil européen : « Certes, on prendra la précaution de débarrasser le texte [de la Constitution européenne] des symboles plus voyants de la supranationalité, "le ministre des Affaires étrangères", de la constitution Giscard sera "secrétaire aux Affaires étrangères", l'article sur les symboles de l'U.E., hymne et drapeau, disparaîtra comme déjà superflu; certes, le texte sera court ne comportant que les dispositions essentielles d'un ensemble fédéral, soit le principe des décisions prises à la majorité qualifiée et la supériorité du droit bruxellois sur toute norme nationale; certes, le titre II (dit "Charte des droits fondamentaux") ne sera qu'optionnel pour certains de ses articles, et quant au titre III sur les politiques économiques et sociales, il sera ensuite fa-

cile à adopter par les mécanismes supranationaux ainsi mis en place. »

En tant que parlementaire européen, P.-M. Coûteaux est bien placé pour être informé de ce qui se prépare. Le compromis ainsi mis au point serait ensuite ratifié en France par la voie parlementaire. Ainsi le "non" du référendum à la Constitution européenne serait effacé.

Heureusement, selon Coûteaux, les "noministes" ont des chances d'avoir le dernier mot. L'idée de nation a été remise à l'honneur à l'occasion de l'élection présidentielle. Elle connaîtra des développements. Sarkozy ne pourra pas s'en débarrasser facilement.

La ploutocratie derrière Sarkozy

● **JEAN-PAUL BLEDE**, président du Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France, livre dans le journal suisse HORIZONS ET DÉBATS (Zurich) du 14/5/07, ses « motifs d'inquiétude » après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République : « Le système Sarkozy

fait peser une menace sur la démocratie française. Le déroulement de la campagne a clairement mis en évidence les liens très étroits entre Nicolas Sarkozy et les présidents de grands groupes industriels et médiatiques. T.F.1, L.C.I., Europe 1, R.T.L., Le FIGARO, l'EXPRESS, LE POINT, PARIS MATCH, pour ne citer que quelques exemples, n'ont cessé de se faire les porte-voix du candidat Sarkozy, tandis que tout leur était bon pour tenter de dénigrer Ségolène Royal. Aussitôt après l'élection, l'affaire du voyage à Malte et de la croisière sur un yacht de luxe appartenant à Vincent Bolloré, un des grands patrons du secteur médiatique, est emblématique de cette collusion. »

Ce n'est pas la première fois que l'on constate la collusion entre le monde de la finance et un candidat à des élections politiques. Il y a longtemps que Maurras a démontré que démocratie égale ploutocratie. Reconnaissons quand même que le lien est particulièrement voyant dans le cas de Sarkozy d'autant que la finance tient maintenant les grands médias.

L'ami des États-Unis et d'Israël

● **LE PRÉSIDENT DU R.I.F.** note aussi avec quelle satisfaction l'élection de Sarkozy a été saluée aux États-Unis : « On se souvient comment, en octobre 2006 le candidat Sarkozy fustigea à New York l'"arrogance" de la politique française en Irak. Dans le même registre, les liens de Nicolas Sarkozy avec Israël sont connus. Ils font craindre une influence de la politique française au Proche-Orient. Il est à redouter que la politique arabe de la France ne soit mise à mal. »

À cela s'ajoute l'intention du nouveau Président « de faire ratifier par la voie parlementaire un mini-traité, au mépris du rejet massif de traité constitutionnel par les Français lors du référendum du 29 mai 2005. »

J.-P. Bled se permet cependant de « rêver » en espérant que la fonction changera l'homme. Mais sous cette réserve, « des jours sombres s'annoncent ».

Jacques CEPOY